

Sénat et Chambre des représentants de Belgique

SESSION DE 2013-2014

4 DÉCEMBRE 2013

L^e COSAC, Vilnius, 27 — 29 octobre 2013

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS
FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS
EUROPÉENNES
PAR

MM. MAHOUX, ANCIAUX,
DE CROO ET DUCARME

Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers

ZITTING 2013-2014

4 DECEMBER 2013

Lste COSAC, Vilnius, 27 — 29 oktober 2013

VERSLAG

NAMENS HET FEDERAAL
ADVIESCOMITE VOOR DE
EUROPESE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN MAHOUX, ANCIAUX,
DE CROO EN DUCARME

Composition du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes /
Samenstelling van het Federaal adviescomité voor de Europese Aangelegenheden :

Présidents / Voorzitters : Philippe Mahoux (S) et/en André Flahaut (Ch/K).

SÉNAT / SENAAT

Membres / Vaste leden :

N-VA	Patrick De Groot, Sabine Vermeulen.
PS	Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Richard Miller.
CD&V	Etienne Schouppe.
sp.a	Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Martine Taelman.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Benoit Hellings.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers.
Marie Arena, Hassan Bousetta.
Jacques Brotchi.
Cindy Franssen.
Bert Anciaux.
Rik Daems.
Yves Buysse.
Cécile Thibaut.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS / KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

Membres / Vaste leden :

N-VA	Daphné Dumery, Peter Luyckx.
PS	André Flahaut.
MR	Denis Ducarme.
CD&V	Steven Vanackere.
sp.a	Bruno Tuybens.
Open Vld	Herman De Croo.
Vlaams Belang	Bruno Valkeniers.
Écolo-Groen !	Juliette Boulet.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Ingeborg De Meulemeester, Els Demol.
Jean-Marc Delizée, Christiane Vienne.
Philippe Collard, Jacqueline Galant.
Jenne De Potter, Roel Deseyn.
Caroline Gennez, Dirk Van der Maelen.
Patrick Dewael, Gwendolyn Rutten.
Alexandra Colen, Rita De Bont.
Eva Brems, Thérèse Snoy et d'Oppuers.

PARLEMENT EUROPÉEN / EUROPEES PARLEMENT

Membres / Vaste leden :

CD&V	Ivo Belet, Jean-Luc Dehaene.
PS	Véronique De Keyser.
sp.a	Kathleen Van Brempt.
MR	Louis Michel.
Vlaams Belang	Philip Claeys.
Open Vld	Philippe De Backer.
Écolo-Groen !	Isabelle Durant, Bart Staes.
cdH	Anne Delvaux.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Marianne Thyssen.
Frédéric Daerden, Marc Tarabella.
Saïd El Khadraoui.
Frédérique Ries.
N.
Annemie Neyts-Uyttebroeck, Guy Verhofstadt.
Philippe Lamberts.
Mathieu Grosch.

I. RÉUNION DU LUNDI 28 OCTOBRE 2013 AVANT-MIDI

A. Ouverture de la L^e COSAC

1. Discours de bienvenue de Mme Loreta Grauziniene, présidente du Parlement lituanien (Seimas)

L'organisation de la cinquantième conférence de la COSAC coïncide avec le vingtième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht, qui fut une étape majeure dans le processus de réunification du continent européen.

Cette conférence s'inscrit dans le cadre du programme du parlement lituanien à l'occasion de la présidence du Conseil de l'Union européenne. Trois conférences ont déjà eu lieu précédemment, parmi lesquelles la troisième Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune et la Politique de sécurité et de défense commune. Durant cette conférence organisée en septembre 2013, il a été largement question du Partenariat oriental, même si la question très actuelle des attaques chimiques en Syrie occupait aussi une place de choix dans l'ordre du jour.

En outre, la première Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne a été organisée, conformément à l'article 13 du «Pacte budgétaire» (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire).

La COSAC existe déjà depuis bien plus longtemps que les deux conférences précitées. Elle s'est érigée en principal forum d'échange d'idées pour les parlementaires de toute l'Europe. Elle a ainsi contribué de manière essentielle au renforcement de la légitimité démocratique de l'Union européenne.

La COSAC continue néanmoins à se développer. Durant la présente édition, le Forum des femmes de la COSAC sera mis en place en vue de promouvoir la collaboration entre les femmes parlementaires et d'accroître leur rôle dans le processus décisionnel européen. La première déclaration finale de ce Forum sera jointe à la contribution et aux conclusions de la présente COSAC.

2. Message filmé de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne

La COSAC est devenue un acteur précieux et indispensable de l'Union européenne. Née en 1989 en tant que plateforme interparlementaire visant à promouvoir l'intégration européenne et à accroître la légitimité démocratique de l'Union, elle a été reconnue officiellement par le Traité d'Amsterdam et inscrite dans les traités par le Traité de Lisbonne.

I. VERGADERING VAN MAANDAGOGHTEND 28 OKTOBER 2013

A. Opening van de Lste COSAC

1. Verwelkoming door mevrouw Loreta Grauziniene, voorzitter van de Seimas van Litouwen

COSAC viert zijn vijftigste vergadering. Tegelijk is het twintig jaar geleden dat het Verdrag van Maastricht in werking trad. Dit verdrag was een belangrijke stap voorwaarts in de hereniging van het Europees continent.

Deze vergadering kadert in het programma van het Litouwse parlement ter gelegenheid van het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie. Drie eerdere conferenties vonden reeds plaats, waaronder de derde Interparlementaire Conferentie inzake het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid en het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid. Tijdens deze conferentie in september werd dieper ingegaan op het Oosters Partnerschap, hoewel de actualiteit met de chemische aanval in Syrië ook prominent op de agenda stond.

Daarnaast werd de eerste Interparlementaire Conferentie inzake het economische en financieel bestuur van de Europese Unie georganiseerd, op basis van artikel 13 van het «Fiscal Compact»-verdrag (Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de economische en monetaire unie).

COSAC bestaat al veel langer dan de twee vermelde conferenties. Het is geëvolueerd naar het belangrijkste forum waar parlementsleden van over heel Europa met elkaar van gedachten kunnen wisselen. Aldus heeft het fundamenteel bijgedragen tot de versterking van de democratische legitimiteit van de Europese Unie.

COSAC blijft zich echter verder ontwikkelen. Tijdens deze editie zal het COSAC Vrouwenforum worden opgericht met het doel de samenwerking tussen vrouwelijke parlementsleden te promoten en hun rol in de Europese besluitvorming te vergroten. De eerste slotverklaring van dit Forum zal bij de contributie en conclusies van deze COSAC worden gevoegd.

2. Videoboodschap door de heer José Manuel Barroso, voorzitter van de Europese Commissie

COSAC heeft zich ontwikkeld tot een waardevolle en onontbeerlijke speler in de Europese Unie. In 1989 ontstaan als een interparlementair platform om de Europese integratie te promoten en de democratische legitimiteit van de Unie te vergroten, werd het formeel erkend door het Verdrag van Amsterdam en ingeschreven in de verdragen met het Verdrag van Lissabon.

La Commission européenne soutient sans réserve les travaux de la COSAC, comme le montre entre autres la décision, prise en 2006, d'envoyer les documents de la Commission européenne, sans exception, aux Parlements de l'UE («initiative Barroso»).

Bien que des signes positifs de reprise soient visibles, l'Europe se trouve toujours aujourd'hui en situation de crise économique. Il faut trouver des solutions globales et audacieuses. Il importe aussi de restaurer la confiance et de stabiliser l'économie.

Il est essentiel en l'espèce de parachever l'Union économique et monétaire, en mettant l'accent sur l'Union bancaire. Cela demande aussi des mesures de consolidation fiscale, des réformes structurelles accélérées et un accroissement des investissements dans l'économie réelle.

L'Union européenne y travaille par le biais de la stratégie «Europe 2020». La lutte contre le chômage, en particulier chez les jeunes, est essentielle. L'innovation, la réduction de la bureaucratie, la réduction du coût de l'énergie, la résorption du déséquilibre entre les qualifications des personnes et la demande du marché du travail, ainsi que le soutien aux PME sont autant de moyens de mener cette stratégie à bien. C'est la seule façon d'arriver à une croissance durable et inclusive.

Il importe que les parlements nationaux jouent eux aussi leur rôle par le biais de plans de réforme nationaux et de leur mise en œuvre, dans le respect de l'identité propre. Ce n'est qu'en appliquant cette stratégie avec tout l'engagement requis que l'on pourra maintenir la confiance du citoyen européen et assurer l'avenir de l'Union.

B. Évaluation intermédiaire de la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne

1. Exposé de M. Algirdas Butkevicius, premier ministre lituanien

Il y a vingt-quatre ans, les États membres décidaient d'impliquer les Parlements nationaux de manière plus active dans le débat sur l'Union européenne. Pour ce faire, ils ont créé la COSAC, qui a toujours veillé, depuis lors, à une démocratisation de l'Union européenne et à une responsabilisation de cette dernière à l'égard du citoyen. La présidence lituanienne s'était, elle aussi, fixé ces objectifs. Des objectifs d'autant plus importants en cette Année européenne du Citoyen.

L'Europe a aujourd'hui besoin de croissance économique, de fiabilité et d'ouverture. Elle doit se montrer solidaire et continuer à garantir les avancées économiques et sociales réalisées par le passé. Dans ce contexte, de nombreuses décisions fondamentales et

De Europese Commissie steunt volmondig de werkzaamheden van COSAC, getuige onder meer de beslissing in 2006 onder de noemer van het Barroso-initiatief om de documenten van de Europese Commissie zonder uitzondering naar de Parlementen van de EU te sturen.

Hoewel er positieve tekenen van herstel zichtbaar zijn, verkeert Europa vandaag nog steeds in een economische crisis. Oplossingen moeten allesomvattend en bondig zijn. Het vertrouwen moet hersteld en de economie moet gestabiliseerd worden.

Essentieel hierbij is de vervolmaking van de Economische en Monetaire Unie, met bijzondere nadruk op de Bankenuie. Dit vereist ook fiscale consolidatie, versnelde structurele hervormingen en toenemende investeringen in de reële economie.

De Europese Unie werkt hieraan via de «Europa 2020»-strategie. De strijd tegen werkloosheid vooral bij jongeren, is essentieel. Innovatie, vermindering van bureaucratie, verlagen van de energiekost, het onevenwicht wegwerken tussen de kwalificaties van mensen en de vraag van de arbeidsmarkt, het ondersteunen van KMO's, dit zijn allemaal middelen om deze strategie uit te voeren. Enkel zo kan men komen tot een duurzame, inclusieve groei.

Het is belangrijk dat ook de nationale parlementen hun rol spelen via de nationale hervormingsplannen en de uitvoering ervan, met respect voor de eigen identiteit. Enkel door met het nodige engagement deze strategie uit te voeren, kan men het vertrouwen van de Europese burger behouden en de toekomst van de Europese Unie veiligstellen.

B. Tussentijdse evaluatie van het Litouwse voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie

1. Uiteenzetting door de heer Algirdas Butkevicius, eerste minister van Litouwen

Vierentwintig jaar geleden werd beslist om de nationale Parlementen meer actief te betrekken bij het debat omtrent de Europese Unie. COSAC werd hiervoor opgericht en heeft er sindsdien steeds op toegezien dat de Unie meer democratisch werd en meer verantwoordelijk ten aanzien van de burger. Ook het Litouws voorzitterschap blijft deze betrachtingen nastreven. Zeker in het Europees Jaar van de Burger is dit van het grootste belang.

Europa heeft heden nood aan economische groei, betrouwbaarheid en openheid. Europa moet als één geheel naar voren komen en de economische en sociale verwezenlijkingen uit het verleden blijven garanderen. In deze context werden al vele fundamen-

importantes ont déjà été prises. Il reste toutefois encore beaucoup à faire.

Il y a notamment la création de l'Union bancaire, qui est l'une des priorités. Seule cette dernière pourra garantir le système financier européen. Les premières étapes en ce sens ont déjà été franchies avec la proposition de la Commission européenne relative à un mécanisme de résolution unique et les débats qui ont suivi au sein du Conseil.

Un défi important consiste toujours à trouver un accord sur le financement de l'Union européenne pour la période 2014-2020. La Lituanie est parvenue à trouver un accord sur le financement du budget pour 2013. Il est maintenant primordial de finaliser ces accords et de les exécuter.

Le chômage reste un problème majeur. Surtout lorsque force est de constater qu'un quart des jeunes de l'Union sont sans emploi. Il est essentiel de trouver une solution pour les huit millions de jeunes Européens qui n'ont pas de travail et n'étudient plus. Plusieurs initiatives en ce sens ont déjà été prises.

L'économie doit être stimulée par la croissance économique, la compétitivité et l'innovation. L'agenda numérique et le marché unique du numérique constituent des priorités à cet égard. L'économie numérique peut faire augmenter le PIB de 10 % au cours des dix prochaines années.

Le marché intérieur européen de l'énergie constitue une autre priorité. Celui-ci doit être réalisé en 2014. Dans ce domaine, les maîtres-mots sont un marché stable et transparent. Il faut aussi que l'Union européenne parle d'une seule voix aux producteurs et aux fournisseurs d'énergie.

La Lituanie attache beaucoup d'importance aux accords de libre-échange et d'association dans le cadre du Partenariat oriental. Cependant, ces accords sont aussi essentiels pour les États membres qui ne se situent pas en Europe de l'Est. Le Partenariat oriental constitue à ce jour le seul cadre permettant des réformes et un rapprochement. Cette question mérite d'être approfondie.

Les États-Unis sont un partenaire crucial pour l'Union européenne. Les négociations historiques qui ont été entamées sous la présidence lituanienne en vue de parvenir à un accord de libre-échange sont extrêmement importantes.

La Lituanie s'est dûment employée à mener à bien la présidence du Conseil de l'Union européenne. Après 2013, l'enthousiasme européen sera toujours présent au sein du trio de présidences en cours, mais aussi au terme de celui-ci.

tele en belangrijke beslissingen genomen. Toch moet er nog veel gebeuren.

Zo is er de creatie van de bankenunie die hoog op de agenda staat. Enkel zo kan het Europees financieel systeem worden gewaarborgd. De eerste stappen hiertoe werden reeds genomen met het voorstel van de Europese Commissie aangaande een gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme en de daaropvolgende discussies in de Raad.

Een belangrijke uitdaging blijft het vinden van een akkoord over de financiering van de EU in de periode 2014-2020. Litouwen is erin geslaagd om overeenstemming te bereiken over de financiering van het budget voor 2013. Het is nu van het grootste belang om deze akkoorden af te sluiten en uit te voeren.

Werkloosheid blijft een grote uitdaging. Het is vooral pijnlijk wanneer men moet vaststellen dat een kwart van de jongeren in de Unie werkloos is. Het is essentieel dat er een oplossing wordt gevonden voor de acht miljoen jonge Europeanen die geen werk hebben en niet meer studeren. Verschillende initiatieven hiertoe werden reeds genomen.

De economie moet worden aangezwengeld via economische groei, competitiviteit en innovatie. De digitale agenda en de gemeenschappelijke digitale markt zijn hiervoor speerpunten. De digitale economie kan het BBP in de komende tien jaar met 10 % doen stijgen.

Een andere prioriteit is de Europese gemeenschappelijke energiemarkt. Deze moet in 2014 worden gerealiseerd. Kernwoorden zijn hier een stabiele en transparante markt. Daarbij moet de EU met één stem spreken tegen de energieproducenten en -leveranciers.

Litouwen hecht veel belang aan de vrijhandels- en associatieakkoorden in het kader van het Oosters Partnerschap. Dit is echter ook essentieel voor de lidstaten die niet in het oosten liggen. Op dit ogenblik is het Oosters Partnerschap het enige kader waarin hervormingen en toenadering mogelijk zijn. Dit moet worden uitgediept.

De Verenigde Staten zijn een cruciale partner voor de Europese Unie. De historische onderhandelingen die onder Litouws voorzitterschap werden opgestart om te komen tot een vrijhandelsakkoord, zijn van groot belang.

Litouwen heeft zich met man en macht ingezet om het voorzitterschap van de Raad van de EU tot een goed einde te brengen. Ook na 2013 zal het Europees enthousiasme blijven bestaan, binnen het lopende trio voorzitterschap maar ook daarna.

2. Échange de vues

L'échange de vues était basé sur un certain nombre de thèmes. Les questions pertinentes et les réponses du premier ministre sont reprises ci-après, par thème.

2.1. Atteintes à la vie privée

De nombreuses personnes ont dénoncé les soi-disant atteintes aux données et à la communication à caractère privé de nombreux citoyens, entreprises et institutions de l'Union européenne.

Toutefois, il est souligné que la réaction de la Commission européenne a été relativement faible jusqu'à présent.

Le premier ministre confirme qu'il est lui aussi choqué et qu'il condamne fermement ces atteintes. Il doit encore analyser de manière plus approfondie la réaction de la Commission européenne.

2.2. Élections européennes 2014

Plusieurs intervenants soulignent l'importance des élections européennes. Le plus grand défi consiste à réduire le fossé entre les institutions et le citoyen. Sinon, de nombreux partis antieuropéens risqueraient de siéger au Parlement européen.

Le premier ministre appelle à plus de communication et d'interaction entre les différents acteurs sur la scène européenne. L'ouverture et la concertation sont cruciales si l'on veut associer tout le monde au projet européen.

2.3. Union bancaire et Union économique et monétaire

Il est clair que la constitution de l'Union bancaire est une priorité majeure et doit être exécutée dans les plus brefs délais.

Il est apparu, lors du dernier Conseil européen, que des problèmes subsistent. L'agenda visant à finaliser l'Union économique et monétaire reste déséquilibré et problématique. Il faut créer plus de possibilités pour que certains États membres reçoivent plus d'aide et du crédit.

Un membre du Parlement chypriote souligne que l'on ne peut plus utiliser les deniers du contribuable pour sauver les banques. Dans son pays, cela a mal tourné.

2. Gedachtewisseling

De gedachtewisseling was geënt op een aantal thema's. Hieronder worden per thema de relevante vragen weergegeven met de antwoorden van de eerste minister.

2.1. Inbreuken in de privacy

De vermeende inbreuken in de privégegevens en privécommunicatie van vele Europese burgers, bedrijven en instellingen, werd door velen aangeklaagd.

Er wordt echter ook beklemtoond dat de reactie van de Europese Commissie redelijk zwak was tot nu toe.

De eerste minister bevestigt dat ook hij geschokt is, en deze inbreuken ten stelligste veroordeelt. De reactie van de Europese Commissie dient hij nog verder te analyseren.

2.2. Europese verkiezingen 2014

Verschillende deelnemers benadrukken het belang van de Europese verkiezingen. De grootste uitdaging bestaat erin de kloof tussen de instellingen en de burger te verkleinen. Zoniet dreigt er een grote groep van anti-Europese partijen in het Europees Parlement te zullen gaan zetelen.

De eerste minister roept op tot meer communicatie en interactie tussen de verschillende actoren op het Europese toneel. Openheid en overleg zijn cruciaal om iedereen bij het Europees project te betrekken.

2.3. Bankenunie en EMU

Het is duidelijk dat de vorming van de Bankenunie een topprioriteit is, en in verhoogd tempo moet worden uitgevoerd.

Tijdens de laatste Europese Raad is gebleken dat er problemen blijven bestaan. De agenda ter vervolmaking van de EMU blijft onevenwichtig en problematisch. Er moeten meer mogelijkheden zijn voor sommige lidstaten om meer steun te ontvangen en krediet te krijgen.

Een lid van het Cypriotisch Parlement benadrukt dat er geen geld van de belastingbetaler meer mag gebruikt om banken te redden. In eigen land is dit slecht uitgedraaid.

Le premier ministre renvoie à la dernière réunion en date des ministres des Finances. Ces derniers ont clairement opté pour des réformes structurelles. Il ne faut toutefois pas agir dans la précipitation. Il faut exécuter tous les plans de manière réfléchie pour éviter de reproduire les erreurs du passé.

Il y a toutefois lieu de souligner que la première priorité de l'Union européenne aujourd'hui est le développement et le renforcement de l'Union bancaire.

2.4. La situation économique au sein de l'Union européenne

Il convient de mettre l'accent sur la création d'emplois et sur le renforcement de la croissance. Ce message est relayé par une grande partie de l'assistance. Toutefois, il convient également de jeter un regard critique sur la stratégie Europe 2020. S'agit-il ou non d'un succès ?

L'Europe fait face à des problèmes structurels. Il faut oser envisager une reconversion de l'Union agricole en une Union centrée sur la recherche et le développement.

Le premier ministre confirme que le Parlement européen examinera sous peu un plan contenant septante propositions législatives qui permettra aux États membres d'accéder plus facilement à l'aide financière à partir du printemps 2014. Toutefois, il est un fait qu'avant d'accorder une aide financière, l'Union européenne devra examiner plus attentivement les projets à long terme susceptibles de générer pour la société un retour sur investissement important. Il ne saurait être question d'acquiescer des fonds sans savoir à quoi ils seront destinés. Il paraît évident de mettre l'accent sur la recherche et le développement.

L'Europe doit tendre vers le bien-être social. L'accroissement du bien-être social des citoyens passe par la création d'emplois et de prospérité économique.

2.5. Cadre financier pluriannuel de l'Union européenne

La présidence lituanienne est félicitée pour les efforts qu'elle a consentis pour aboutir à un accord sur le budget européen. Il n'en demeure pas moins qu'à partir de la fin novembre 2013, l'Union européenne se retrouvera sans argent. C'est une catastrophe pour la crédibilité européenne.

Le premier ministre confirme l'accord de juillet 2013 qui prévoit que le budget de cette année sera adapté pour sortir de cette impasse. Les ministres des Finances ont déjà approuvé cet accord. Le Parlement européen devrait en faire de même en novembre.

De eerste minister verwijst naar de recente vergadering van de ministers van Financiën. Hierbij is duidelijk geopteerd voor structurele hervormingen. Men mag echter niet overhaast te werk gaan. Men moet alle plannen implementeren op een verantwoorde wijze om zo de vergissingen uit het verleden te vermijden.

Er moet wel benadrukt worden dat de grootste prioriteit van de EU op dit ogenblik ligt in de uitbouw en versterking van de Bankenuïe.

2.4. De economische situatie in de EU

Nadruk moet gaan naar jobcreatie en versterking van de groei. Dit is de boodschap van vele aanwezigen. Er moet echter ook kritisch worden gekeken naar de Europa 2020-strategie. Is dit nu een succes of niet ?

Europa kampt met structurele problemen. Men moet durven nadenken over een shift van landbouwnuïe naar een unie waar onderzoek en ontwikkeling centraal staan.

De eerste minister bevestigt dat er een plan op tafel ligt met zeventig wetgevende voorstellen om de lidstaten vanaf het voorjaar van 2014 een betere toegang te geven tot financiële steun. Het is echter ook zo dat de EU in het geven van financiële steun zal moeten kijken naar projecten op lange termijn die een grote return bieden voor de samenleving. Het mag niet de bedoeling zijn om fondsen te verwerven, zonder te weten wat men ermee wil doen. Nadruk op onderzoek en ontwikkeling lijkt in deze evident.

Men moet in Europa streven naar sociaal welzijn. Via de creatie van jobs en economische welvaart, zal het sociale welzijn van de mensen toenemen.

2.5. Meerjarig financieel kader van de EU

Het Litouws voorzitterschap wordt gecomplimenteerd voor de gedane inspanningen om te komen tot een akkoord over de Europese begroting. Feit is echter dat de EU eind november 2013 zonder geld komt te staan. Dit is een ramp voor de Europese geloofwaardigheid.

De eerste minister bevestigt het akkoord van juli 2013 waarbij de begroting voor dit jaar wordt aangepast om dit op te lossen. De ministers voor Financiën keurden dit reeds goed. Het Europees Parlement wordt verwacht dit in november te doen.

2.6. Relations avec l'Europe de l'Est et élargissement

Pour de nombreux observateurs, il est clair que le prochain Sommet sur le Partenariat oriental ne peut pas échouer. Il convient à présent de tirer des conclusions et d'engranger des résultats. Mais il ne faut pas pour autant fermer les yeux sur les conflits gelés qui persistent dans la région. À cet égard, il convient de continuer à réclamer des comptes à la Russie et à la Turquie.

La situation économique de nombreux pays de cette région, dont la Moldavie, est catastrophique. Un renouvellement du Partenariat oriental devrait pouvoir changer la donne en la matière.

Certains font état d'un nouvel élargissement vers les Balkans occidentaux. Un accord d'association et une Union du libre-échange semblent un minimum. Mais si les critères de Copenhague sont respectés, l'élargissement doit pouvoir se faire. En outre, un parlementaire grec demande de résoudre d'urgence la controverse sur le toponyme FYROM et le conflit avec la Turquie sur les îles de la Méditerranée.

Le premier ministre considère que le Partenariat oriental constitue une priorité absolue. Certes, la politique à l'égard de l'Ukraine est importante, mais il ne faut pas oublier d'autres pays tels que la Géorgie ou la Moldavie. En ce qui concerne la Russie et la Turquie, il est évident qu'elles doivent adapter leur politique vis-à-vis de certaines régions et pays à la réalité.

À propos de la controverse sur le toponyme FYROM, le premier ministre espère qu'une solution sera trouvée sous la présidence grecque au cours du premier semestre de 2014.

2.7. Tragédie des réfugiés de Lampedusa

Plusieurs parlementaires reviennent sur la tragédie survenue la semaine dernière à Lampedusa. Une «*Task Force*» a finalement été créée et doit rendre ses conclusions pour décembre. Le représentant de Malte est parmi ceux qui recommandent l'adoption d'un système de «*Burden Sharing*», instaurant une solidarité financière et matérielle entre tous les États membres.

Un représentant italien se dit déçu par le manque d'attention que le Conseil apporte à ces problèmes. Il convient d'adopter une politique appropriée combinant notamment une administration commune des frontières avec une approche et une solidarité communes. Il faut aussi mener une politique plus globale et durable avec les pays du pourtour méditerranéen.

2.6. Relaties met Oost-Europa en uitbreiding

Het is voor velen duidelijk dat de nakende Top over het Oosters Partnerschap niet mag mislukken. Thans moeten er conclusies worden getrokken en resultaten worden bereikt. Hierbij mag men echter niet voorbijgaan aan de bevroren conflicten die in de regio nog steeds bestaan. Rusland en Turkije moeten hierover blijvend worden aangesproken.

De economische situatie van vele landen in deze regio, zoals bijvoorbeeld Moldova, zijn rampzalig. Een vernieuwd Oosters Partnerschap moet hieraan iets kunnen doen.

Sommigen maken gewag van een nieuwe uitbreiding naar de Westelijke Balkan. Een associatieovereenkomst en een vrijhandelsunie lijkt het minimum. Uitbreiding moet echter wel gebeuren met respect voor de Criteria van Kopenhagen. Daarenboven vraagt een Grieks parlements lid een dringende oplossing voor het naamvraagstuk van FYROM en het conflict met Turkije over de eilanden in de Middellandse Zee.

De eerste minister beschouwt het Oosters Partnerschap als een topprioriteit. Het beleid ten aanzien van Oekraïne is belangrijk, maar men mag inderdaad andere landen als Georgië of Moldova niet vergeten. Wat Rusland en Turkije betreft, is het evident dat zij hun beleid ten aanzien van sommige regio's en landen moeten aanpassen aan de realiteit.

Wat het vraagstuk rond FYROM betreft, hoopt de eerste minister op een doorbraak onder Grieks voorzitterschap in de eerste helft van 2014.

2.7. Vluchtelingentragedie in Lampedusa

Een aantal parlementsleden komt nog terug op de tragedie die afgelopen week plaatsvond in Lampedusa. Er is eindelijk een «*Task Force*» opgericht die tegen december conclusies moet trekken. Onder meer de vertegenwoordiger van Malta roept op tot een systeem van «*Burden Sharing*», waarbij een financiële en materiële solidariteit moet gelden tussen alle lidstaten.

Een Italiaanse volksvertegenwoordiger is teleurgesteld over het gebrek aan aandacht van de Raad voor deze problemen. Er is een adequaat beleid nodig, dat onder meer een gemeenschappelijke grensadministratie combineert met een gemeenschappelijke aanpak en solidariteit. Ook dient een meer omvattend en duurzaam beleid te worden gevoerd met de landen rond de Middellandse Zee.

Dans ce cadre, un membre de l'Assemblée nationale française épingle le problème de la traite des êtres humains. L'Agence Frontex doit jouer un rôle plus important en la matière.

Le premier ministre confirme que le problème du flux illégal de réfugiés concerne toute l'Europe, et pas seulement les États membres qui les accueillent. De plus, il convient également de l'examiner dans le cadre de la problématique plus large de la migration, laquelle peut à son tour être associée à d'autres difficultés telles que le chômage (des jeunes), les problèmes économiques, la sécurité, etc. Une approche paneuropéenne est donc indispensable.

Il est clair qu'en 2014, la présidence grecque, et certainement la présidence italienne, feront de cette problématique une priorité absolue.

2.8. Divers

Le représentant du Parlement norvégien affirme que le nouveau gouvernement mène une politique plus européenne. L'accord de gouvernement conclu entre progressistes et conservateurs reprend bon nombre d'éléments de la stratégie Europe 2020. Il convient également de souligner qu'un ministre des Affaires européennes siège pour la première fois au gouvernement. La Norvège ambitionne de continuer à renforcer sa coopération avec l'Union européenne.

Le premier ministre se réjouit de la coopération entre les pays du Nord de l'Europe et de l'orientation qui est prise. Le développement d'un réseau électrique dans la Baltique en est un parfait exemple.

C. Célébration à l'occasion de la cinquantième session de la COSAC — Contribution de la COSAC au renforcement de la coopération interparlementaire au sein de l'Union européenne: exposé de M. Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères

La nécessité de la coopération interparlementaire est fondamentale. Lancée il y a quelques années, elle n'a fait que croître depuis. En 1979, les citoyens européens élaient au suffrage universel direct pour la première fois leurs représentants au Parlement européen. La légitimité du processus décisionnel de l'UE était en jeu, et la question du rôle des parlements nationaux dans l'Europe devait être posée.

En 1989, la création de la COSAC a été proposée dans cette perspective. L'objectif était double: permettre aux Parlements nationaux de participer à la vie de l'Union européenne et favoriser la coopération entre

In dit kader verwijst een lid van de Franse *Assemblée nationale* naar het probleem van de mensenhandel. Frontex moet hierin een grotere rol kunnen spelen.

De eerste minister bevestigt dat de illegale vluchtingenstroom een Europees probleem is, en niet enkel dat van de ontvangende lidstaten. Dit past daarenboven ook in de ruimere problematiek van de migratie, dat dan weer gekoppeld kan worden aan problemen als (jeugd-)werkloosheid, economische problemen, veiligheid, enz. Een pan-Europese aanpak is dus nodig.

Het is duidelijk dat het volgende Griekse en vooral Italiaanse voorzitterschap in 2014 hiervan een topprioriteit zal maken.

2.8. Varia

De vertegenwoordiger van het Noors Parlement stelt dat de nieuwe regering een Europese koers vaart. In het regeerakkoord tussen progressieven en conservatieven werden heel wat elementen uit de Europa 2020-strategie overgenomen. In de regering zetelt ook voor de eerste keer een minister voor Europese Zaken. Noorwegen heeft de ambitie de samenwerking met de EU verder te versterken.

De eerste minister verheugt zich over de samenwerking tussen de Noordelijke landen van Europa en de richting die uitgegaan wordt. De uitbouw van een elektrisch netwerk in de Baltische regio is daar een prima voorbeeld van.

C. Viering ter gelegenheid van de vijftigste zitting van COSAC — Bijdrage van COSAC aan het versterken van de interparlementaire samenwerking in de Europese Unie: uiteenzetting door de heer Laurent Fabius, minister voor Buitenlandse Zaken van Frankrijk

De interparlementaire samenwerking is van fundamenteel belang. Ze werd enkele jaren geleden opgestart en is sindsdien alsmaar belangrijker geworden. In 1979 kozen de Europese burgers door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen voor het eerst hun vertegenwoordigers in het Europees Parlement. De legitimiteit van het besluitvormingsproces van de EU stond op het spel en de vraag rees wat de rol van de nationale parlementen in Europa was.

In 1989, werd de oprichting van COSAC voorgesteld vanuit dat perspectief. De doelstelling was tweevoudig: de nationale Parlementen in staat stellen deel te nemen aan het leven in de Europese Unie en de

parlements nationaux et entre Parlements nationaux et Parlement européen.

Les Parlements nationaux ont un rôle important à jouer dans le bon fonctionnement de l'Union européenne. La coopération interparlementaire permet d'apporter aux décisions de l'Union une légitimité accrue et de mieux prendre en compte les attentes des peuples.

La première réunion de cette conférence interparlementaire appelée COSAC, fut organisée par l'Assemblée nationale en novembre 1989. Le mur de Berlin venait de tomber. L'Union européenne comprenait seulement douze États et les députés s'interrogeaient sur le renforcement du contrôle parlementaire des affaires européennes et notamment sur leur propre rôle dans la construction européenne.

Près de vingt-cinq ans après, on organise la cinquantième réunion de la COSAC. Les raisons qui ont justifié la création de la COSAC sont toujours valables. L'Union européenne doit faire face à une désaffection croissante des peuples déçus par des politiques qui ne savent pas toujours répondre aux défis d'une période de crises et de mutations. Les Européens restent majoritairement attachés à l'idée européenne, mais ils critiquent la gestion européenne.

Pour remédier à cet éloignement, qui met en cause la légitimité démocratique de l'Union, une piste consiste à rapprocher la décision européenne des citoyens. Il ne s'agit pas seulement d'avoir des idées, des dispositions juridiques et des politiques européennes. Il faut que ces idées, ces dispositions, ces politiques répondent aux attentes des peuples.

Depuis cette époque, de nombreux progrès ont été enregistrés. Le Parlement européen qui, aux termes des traités, représente les citoyens de l'Union européenne, est désormais co-législateur pour la plupart des textes législatifs. Il est un acteur fondamental du triangle institutionnel et assure la défense des intérêts des citoyens européens dans le processus décisionnel. C'est également devant le Parlement européen que la Commission est responsable et les procédures d'audition des commissaires au moment du renouvellement des institutions sont exigeantes. Les Parlements nationaux sont désormais associés à la discussion concernant la législation communautaire ou l'approfondissement de l'UEM. Les débats organisés dans les Assemblées en sont la preuve, ainsi que la procédure veillant au respect du principe de subsidiarité ou encore les conférences interparlementaires.

Néanmoins, il faut oser aller plus loin. L'UE, et en particulier l'Union économique et monétaire, s'est approfondie ces dernières années, pour répondre à la

samenwerking tussen de nationale parlementen en tussen de nationale Parlementen en het Europees Parlement aanmoedigen.

De nationale parlementen hebben een belangrijke rol te vervullen in de goede werking van de Europese Unie. De interparlementaire samenwerking geeft de beslissingen van de Unie meer legitimiteit en houdt meer rekening met de verwachtingen van de bevolking.

De eerste vergadering van de interparlementaire conferentie, COSAC genaamd, werd in november 1989 door de «Assemblée nationale» georganiseerd. De Berlijnse Muur was net gevallen. De Europese Unie bestond slechts uit twaalf Staten en de volksvertegenwoordigers vroegen zich af hoe de parlementaire controle op de Europese aangelegenheden en meer bepaald op hun eigen rol in het Europese project kon worden versterkt.

Bijna vijftig jaar later wordt de vijftigste vergadering van de COSAC georganiseerd. De redenen die de oprichting van de COSAC rechtvaardigden, gelden nog steeds. De Europese Unie heeft te maken met een steeds grotere afkeer van de bevolking die ontgoocheld is door het beleid dat niet altijd een oplossing kan bieden voor crisisperiodes en veranderende tijden. De Europeanen blijven voor het overgrote deel verknocht aan de Europese idee, maar ze bekritiseren het Europees beleid.

Om die kloof, die de democratische legitimiteit van de Unie in het gedrang brengt, te dichten, zou men de Europese besluitvorming dichterbij de burger kunnen brengen. Het gaat er niet om alleen maar ideeën, juridische bepalingen en Europese beleidsmaatregelen te hebben, ze moeten ook voldoen aan de verwachtingen van de bevolking.

Sindsdien werd er heel wat vooruitgang geboekt. Het Europees Parlement, dat op grond van de verdragen de burgers van de Europese Unie vertegenwoordigt, is voortaan medewetgever voor de meeste wetgevende teksten. Het is een hoofdrolspeler in de institutionele driehoek en behartigt de belangen van de Europese burgers in het besluitvormingsproces. De Commissie moet ook verantwoording afleggen aan het Europees Parlement en de procedures waarbij de commissarissen worden gehoord bij de vernieuwing van de instellingen, zijn veeleisend. De nationale Parlementen worden voortaan betrokken bij de bespreking van de wetgeving van de Unie of de verdere uitwerking van de EMU. De debatten die in de Assemblies worden georganiseerd, zijn daar het bewijs van, net als de procedure die toeziet op de naleving van het subsidiariteitsbeginsel of de interparlementaire conferenties.

Toch moet men verder durven gaan. De EU, en in het bijzonder de Economische en Monetaire Unie, heeft zich de afgelopen jaren meer gespecialiseerd om

crise économique et financière. Les dispositions du «two-pack» et du «six-pack» ont des conséquences directes sur la souveraineté budgétaire des Parlements nationaux. Le renforcement de l'UEM impose une coordination accrue des politiques économiques et nécessite une amélioration de la coordination entre les représentations nationales. Surtout, doit être respecté le principe selon lequel à chaque étape du processus décisionnel doit correspondre un organe délibératif: il en va de la légitimité démocratique des orientations prises pour l'avenir de l'UEM et de l'Union européenne.

Les Parlements doivent être en mesure d'occuper pleinement leur place dans ce nouveau cadre, pour constituer le pendant parlementaire de l'approfondissement de l'UEM. C'est l'objectif de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et budgétaire, établie à l'article 13 du «Fiscal Compact».

Comment faire plus et, surtout, mieux dans cette direction? Chaque niveau de décision doit s'engager au service d'une plus grande légitimité démocratique de l'Union.

— Nombre des dispositifs mis en place pour répondre à la crise ont renforcé le rôle de la Commission, en particulier dans le domaine de la gouvernance économique. C'est le cas notamment des transformations entraînées par la procédure du «semestre européen». Une telle évolution était nécessaire pour éviter le pire, mais le corollaire indispensable, c'est un meilleur contrôle démocratique de ces procédures. Il est souhaitable d'organiser les conditions d'un débat contradictoire entre les parlements nationaux et Bruxelles. La Commission pourrait par exemple se déplacer devant les assemblées parlementaires lorsqu'elle formule les recommandations par pays, pour présenter son rapport devant la représentation nationale. Une première manière de répondre serait d'être présent dans les États membres. Certes, cela peut déjà se faire en partie, mais il faudrait le systématiser.

— Du côté des États membres, on a aussi besoin d'un débat européen enrichi et objectif. On peut critiquer ou refuser une décision européenne sans être pour autant anti-européen. À l'inverse, quand un gouvernement accepte une décision à Bruxelles, il doit avoir le courage de l'endosser. Pour redonner le goût de l'Europe, il faut améliorer la coopération avec les assemblées parlementaires sur les décisions européennes.

— Les députés européens, en tant qu'acteurs du triangle institutionnel et représentants des citoyens européens, ont la responsabilité de travailler avec les députés nationaux, notamment dans le cadre de la COSAC. La nouvelle Conférence sur la gouvernance économique et financière va dans le bon sens. Sa

de economische en financiële crisis aan te pakken. De bepalingen van de «two-pack» en «six-pack» hebben rechtstreekse gevolgen op de budgettaire soevereiniteit van de nationale Parlementen. De versterking van de EMU vergt meer coördinatie van het economisch beleid en een betere coördinatie tussen de nationale assemblees. Vooral het beginsel waarbij er voor elke fase van het besluitvormingsproces een overlegorgaan moet zijn, moet worden nageleefd: de democratische legitimiteit van de keuzes die men gemaakt heeft voor de toekomst van de EMU en de Europese Unie staat op het spel.

De Parlementen moeten in staat zijn voluit hun plaats in te nemen in dit nieuwe kader, om de parlementaire tegenhanger te vormen van de sterkere EMU. Dat is de doelstelling van de interparlementaire conferentie over het economisch en budgettair bestuur, als vastgesteld in artikel 13 van de «Fiscal Compact».

Hoe kan men meer en, vooral, beter die richting uitgaan? Elk beslissingsniveau moet bijdragen tot een veel grotere democratische legitimiteit van de Unie.

— Heel wat bepalingen die werden opgesteld om de crisis aan te pakken, hebben de rol van de Commissie vergroot, in het bijzonder op het vlak van *economic governance*. Dat is meer bepaald het geval voor de veranderingen die teweeggebracht zijn door de procedure van het «Europees semester». Deze evolutie was noodzakelijk om het ergste te voorkomen, maar ze moet wel gepaard gaan met een betere democratische controle op die procedures. Er dient gewerkt te worden aan een tegensprekelijk debat tussen de nationale parlementen en Brussel. De Commissie zou zich bijvoorbeeld kunnen verplaatsen naar de parlementaire assemblees wanneer zij aanbevelingen per land formuleert, om haar verslag voor te stellen aan de nationale assemblee. Een eerste manier van aanpak zou de aanwezigheid in de lidstaten zijn. Dat kan uiteraard al deels worden gedaan, maar het zou systematisch moeten gebeuren.

— Wat de lidstaten betreft, is er ook een verrijkt en objectief Europees debat nodig. Men mag kritiek geven op een Europese beslissing of ze verwerpen, zonder daarom anti-Europees te zijn. Wanneer een regering daarentegen een beslissing aanvaardt in Brussel, dan moet zij de moed hebben om die verder te steunen. Om de liefde voor Europa terug aan te wakkeren, moet er voor de Europese beslissingen een betere samenwerking komen met de parlementaire assemblees.

— De Europese volksvertegenwoordigers, die deel uitmaken van de institutionele driehoek en de Europese burgers vertegenwoordigen, dienen samen te werken met de nationale volksvertegenwoordigers, meer bepaald in het kader van de COSAC. De nieuwe conferentie over het «*economic and financial gover-*

première réunion a permis de poser les bases d'une nouvelle coordination.

— Les parlementaires nationaux disposent d'une palette d'instruments pour intervenir dans la prise de décision européenne. Suivant le protocole n° 2, tout Parlement peut adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime qu'un projet n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Les Parlements sont ici pleinement dans leur rôle. Il ne s'agit pas de freiner la construction européenne, mais au contraire de permettre aux élus nationaux de s'exprimer sur les propositions de la Commission. Les parlementaires doivent se saisir de cet outil pour mettre en cause les éventuels abus de certains projets mais aussi pour souligner leur volonté d'aller plus loin dans la construction européenne.

Dans quelques mois, les citoyens européens seront appelés aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement européen. Une nouvelle Commission sera désignée, dont le président sera élu selon de nouvelles modalités.

Ces élections ont lieu dans un contexte d'inquiétude. L'anti-Europe menace. Il ne faut pas soutenir le discours de ceux qui estiment que seule une révision fondamentale des traités permettra, le moment venu, de renforcer la légitimité démocratique de l'Union européenne. L'urgence commande d'agir vite et tous les niveaux de décision (Commission, Conseil, Parlement européen et Parlements nationaux) devront rapidement améliorer leur coopération. C'est un moyen de mobiliser les citoyens pour les élections européennes de l'année prochaine.

Les raisons qui ont présidé à la création de la COSAC n'ont pas vieilli avec le temps. Il faut utiliser encore davantage cette enceinte en en faisant un lieu de débat, dont l'Union aura grandement besoin dans les années à venir.

D. Élections européennes en 2014 : plate-forme de débat en ce qui concerne l'avenir de l'Union européenne et de ses citoyens

1. Exposé de M. Pat Cox, ancien président du Parlement européen

L'Europe traverse une crise économique sans précédent. Le projet européen et l'idée qui le sous-tend sont toujours d'actualité, mais le management européen doit évoluer.

nance» gaat in de goede richting. Dankzij de eerste vergadering kon de grondslag voor een nieuwe coördinatie worden gelegd.

— De nationale volksvertegenwoordigers beschikken over een waaier aan middelen om in te grijpen in het Europees besluitvormingsproces. Volgens protocol nr. 2 mag elk Parlement een met redenen omkleed advies richten tot de voorzitters van het Europees Parlement, de Raad en de Commissie, waarin het uiteenzet waarom het meent dat een ontwerp niet in overeenstemming is met het subsidiariteitsbeginsel. Hier vervullen de Parlementen voluit hun rol. Het is niet de bedoeling het Europese project af te remmen, maar de nationale verkozenen daarentegen in staat te stellen hun mening te geven over de voorstellen van de Commissie. De parlementsleden moeten van dit instrument niet alleen gebruik maken om eventuele misbruiken van bepaalde ontwerpen aan te kaarten, maar ook om te benadrukken dat zij bereid zijn verder te gaan in het Europese project.

Binnen enkele maanden moeten de Europese burgers naar de stembus om hun vertegenwoordigers voor het Europees Parlement te kiezen. Er zal een nieuwe Commissie worden aangewezen waarbij de voorzitter zal worden gekozen op grond van nieuwe modaliteiten.

Die verkiezingen hebben plaats in een zorgwekkende context. De anti-Europagevoelens zijn sterk. Men moet zich niet scharen achter de redevoeringen van zij die menen dat alleen een grondige hervorming van de verdragen ooit de democratische legitimiteit van de Europese Unie kan versterken. De dringende aard van de situatie vergt een snel optreden en alle besluitvormingsniveaus (Commissie, Raad, Europees Parlement en nationale Parlementen) zullen snel hun samenwerking moeten verbeteren. Het is een manier om de burgers te winnen voor de Europese verkiezingen van volgend jaar.

De redenen die aan de grondslag lagen van de oprichting van de COSAC, zijn niet voorbijgestreefd. Dit halfroond moet nog meer een plaats worden voor debat, wat de Unie nog in hoge mate nodig zal hebben de komende jaren.

D. Europese verkiezingen in 2014 : platform voor debat betreffende de toekomst van de Europese Unie en haar burgers

1. Uiteenzetting door de heer Pat Cox, voormalig voorzitter van het Europees Parlement

Europa bevindt zich in een economische crisis zonder weerga. Het Europese project en het idee dat aan de basis lag, zijn nog steeds in orde, maar het Europese management moet veranderen.

L'eurobaromètre a montré il y a peu que l'UE inspire toujours confiance. La moitié des répondants pensent que l'UE est la mieux placée pour répondre à la crise. Cela représente toutefois une baisse de 5 points. Selon 41 % des répondants, en revanche, c'est au niveau des États membres que l'on peut s'attaquer le plus efficacement à la crise.

Un autre constat est le fait que dans tous les pays membres de l'UE, excepté en Estonie, en Allemagne et aux Pays-Bas, les gouvernements en place ont été sanctionnés après les élections pour la manière dont ils ont géré la crise. Les partis populistes connaissent de surcroît un grand succès. Le Parlement européen risque donc fort, au lendemain des prochaines élections européennes, d'être composé pour un tiers environ de membres issus d'un parti eurosceptique.

Enfin, il ne faut pas oublier les vives tensions qui opposent les États membres de la zone euro au sujet des mesures à prendre en vue de stabiliser et de préserver l'euro.

Il est donc évident que le fossé entre le citoyen et les pouvoirs publics au sein de l'Union européenne risque d'être encore plus grand après les élections. La crise actuelle a toutefois montré qu'il existe une interdépendance de plus en plus forte entre les États membres, au grand étonnement de nombreuses personnes.

Avec le Traité de Lisbonne, l'UE s'est dotée d'une institution supplémentaire, à savoir le Conseil européen. C'est une institution incontournable dans la lutte contre la crise, au même titre que le Conseil des ministres des Finances de la zone euro. Il y a aussi la Commission européenne qui, bien qu'ayant désormais davantage de pouvoirs et de moyens, prend rarement l'initiative et laisse souvent à d'autres institutions le soin de le faire à sa place. Le nouveau président de la Commission européenne devra donc tenir compte, lors de sa désignation, non plus du triangle décisionnel classique, mais d'un nouveau contexte multipolaire.

S'agissant de la politique à mettre en œuvre, l'attention se concentrera surtout dans les années à venir sur le maintien de l'euro. Il faudra pour cela construire une véritable union économique et monétaire qui aille beaucoup plus loin que ce qui est prévu actuellement dans le cadre du « *two-pack* » et du « *six-pack* ».

Mais cette politique comporte un défi fondamental, à savoir celui de combiner la dimension sociale avec la dimension économique. Comment faire dans cette crise pour trouver un équilibre entre les créanciers et les débiteurs ? Comment concilier l'exercice commun de la souveraineté avec le partage des responsabilités ?

Il y a deux façons de voir les choses à cet égard. D'une part, il y a celle des nationalistes qui accordent la primauté aux États membres en tant que pierre angulaire de la construction européenne et, d'autre

De recente eurobarometer heeft aangetoond dat er nog steeds vertrouwen is in de EU. 50 % vindt dat de EU het best geplaatst is om de crisis aan te pakken. Dit is echter een daling met 5 punten. Daarentegen vindt 41 % dat de lidstaten het beste niveau zijn om dit te doen.

Een tweede vaststelling is dat, behalve in Estland, Duitsland en Nederland, overal in de EU de zittende regeringen werden afgestraft na verkiezingen voor de manier waarop de crisis is aangepakt. De populistische partijen kennen daarenboven een groot succes. De kans is dan ook reëel dat na de volgende Europese verkiezingen ongeveer één derde van het Europees Parlement zal behoren tot een eurosceptische partij.

Ten slotte is er ook nog de grote spanning die tussen de lidstaten in de eurozone hangt over de maatregelen die men moet noemen om de euro te stabiliseren en veilig te stellen.

Het is dus duidelijk dat de kloof in de Europese Unie tussen burger en overheid na de verkiezingen nog groter dreigt te worden. De huidige crisis heeft echter aangetoond dat de lidstaten in steeds grotere mate afhankelijk zijn van elkaar, tot verbazing van velen.

Sinds Lissabon is de EU een instelling rijker: de Europese Raad. Dit is een instelling om rekening mee te houden bij het bestrijden van de crisis naast de Raad van ministers van financiën van de eurozone. Er is verder ook nog de Europese Commissie die, hoewel sterker geworden en meer middelen gekregen, minder initiatief neemt en dit regelmatig overlaat aan andere instellingen. De nieuwe voorzitter van de Europese Commissie zal dan ook bij zijn aanstelling geen rekening meer moeten houden met de klassieke beslissingsdriehoek, maar met een nieuwe multipolaire context.

Wat het beleid betreft de komende jaren, zal veel geconcentreerd zijn rond het behoud van de euro. Daarvoor dient een echte economische en monetaire unie te worden uitgebouwd, die veel verder moet gaan dan hetgeen thans via de *twopack* en *sixpack* is overeengekomen.

In dit beleid ligt er echter een fundamentele uitdaging: hoe kunnen we het sociale met het economische verzoenen? Hoe kunnen we in deze crisis een evenwicht vinden tussen de schuldeisers en de schuldenaars? Hoe verzoent men de « *pulled sovereignty* » met de « *divided accountability* »?

Twee denkscholen bestaan hierover. Enerzijds zijn er de nationalistes die de nadruk leggen op de lidstaten als hoeksteen voor de Europese constructie. Anderzijds zijn er de federalisten die een grote Europese

part, il y a celle des fédéralistes qui plaident en faveur de la mise en place d'une vaste superstructure européenne. Aucune de ces deux visions n'a remporté un franc succès.

Il est clair qu'il faudra adopter une approche différenciée. Il conviendra de définir des normes et des règles nouvelles, sachant que l'Europe restera une construction asymétrique, caractérisée par de fortes disparités entre les États membres.

Il est évident que les gouvernements ne pourront atteindre cet objectif qu'avec le soutien des citoyens, et ce soutien, ils devront le gagner.

2. Exposé de M. Andrew Duff, membre de la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen et auteur d'un rapport contenant des recommandations en vue d'améliorer les modalités pratiques de l'organisation des élections européennes en 2014

Si la participation aux élections européennes est limitée, la légitimité de celles-ci est menacée. Certains ne manqueront pas de le souligner si cela se produit en 2014 et affirmeront que l'expérience a échoué.

Les tentatives d'uniformisation du processus électoral au sein de l'UE se sont soldées par un échec. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, il n'y a pas de listes transnationales et les élections ont lieu à des dates différentes. Cela étant, on est quand même parvenu par une réglementation dite secondaire à réaliser un certain nombre de choses. Ainsi, on a simplifié la procédure électorale pour les expatriés.

Une concertation est en cours au sujet de la réforme du statut des partis politiques européens. Le processus est lent, mais l'objectif est d'aboutir pour mai 2014. L'idée est non plus de dire aux partis ce qu'ils ne peuvent pas faire, mais plutôt de leur donner un cadre et des directives afin qu'ils sachent ce qui est possible. Si les partis politiques européens actuels sont forts en termes d'organisation, ils sont fondamentalement très faibles.

À ce jour, les Parlements nationaux ne sont toujours pas parvenus à s'approprier le projet européen. Les partis européens ont donc un rôle important à jouer sur le plan de la concrétisation et du renforcement du lien entre l'Europe et le niveau national. À cet égard, il n'y a pas lieu de craindre une concurrence entre les partis aux deux niveaux.

L'une des propositions les plus frappantes est la nomination d'une figure de proue dans chaque parti, un leader de la campagne. Il s'agirait d'un candidat à la présidence de la Commission européenne mais qui serait aussi bien plus que cela.

bovenbouw voorstaan. Geen van beide heeft uitgesproken succes gehad.

Het is duidelijk dat er een gedifferentieerde aanpak moet komen. Er moeten nieuwe normen en regels komen, met het besef dat Europa een asymmetrische constructie zal blijven met grote verschillen tussen de lidstaten.

Bij dit alles is het evident dat de regeringen dit enkel met de steun van de bevolking kunnen realiseren. En die steun zullen de overheden moeten verdienen.

2. Uiteenzetting door de heer Andrew Duff, lid van de commissie voor Constitutionele Zaken van het Europees Parlement, en rapporteur aangaande de verbetering van de praktische regelingen betreffende de organisatie van de Europese verkiezingen in 2014

Een beperkte opkomst bij Europese verkiezingen brengt de legitimiteit ervan in gevaar. Sommigen zullen dit zeker benadrukken indien dit ook in 2014 het geval is, en zullen beweren dat het experiment mislukt is.

Pogingen om het electoraal proces in de EU te uniformiseren, zijn mislukt. Er zijn geen transnationale lijsten, de verkiezingen vinden niet plaats op dezelfde dag, enz. Wel heeft men via zogenaamde secundaire regelgeving een aantal dingen kunnen realiseren, zoals de eenvoudigere manier voor expats om te stemmen.

Er is overleg omtrent de hervorming van het statuut van de Europese politieke partijen. Dit verloopt moeizaam, maar men wil landen voor mei 2014. Bedoeling is om niet meer te benadrukken wat partijen niet mogen, maar hen een kader geven met richtlijnen van wat wel mag. De huidige Europese politieke partijen zijn sterk qua organisatie, maar zijn inhoudelijk bijzonder zwak.

Intussen zijn de nationale Parlementen er niet in geslaagd het Europees project te omarmen. Europese partijen zijn dan ook belangrijk om de link tussen Europa en het nationale niveau te bestendigen en versterken. Hierbij moet men niet vrezen voor concurrentie tussen partijen op beide niveaus.

Eén van de in het oog springende voorstellen is het benoemen van een kampioen per partij, een leider van de campagne. Iemand die kandidaat-voorzitter is van de Europese Commissie, maar veel meer is dan dat.

Le Traité de Lisbonne était une première étape. Le texte prévoit que la désignation du président de la Commission européenne est liée au résultat des élections pour le Parlement européen. Mais c'est le Conseil européen qui procède à la nomination à la majorité qualifiée.

On pourrait désigner M. Van Rompuy comme informateur et lui demander de trouver si possible une majorité de trois cent septante-six parlementaires européens (compte tenu des 20 à 30 % d'euroseptiques que devrait compter le nouveau Parlement européen, selon les prévisions) et une majorité qualifiée au Conseil européen. Si M. Van Rompuy échoue, il devra alors trouver dans le mois un autre candidat. Ce qui est sûr, c'est qu'en septembre-octobre 2014, une nouvelle Commission devra être désignée et entrera en fonction le 1^{er} novembre 2014.

3. *Échange de vues*

Une synthèse du débat figure ci-dessous. Les réponses de MM. Cox et Duff clôturent ce point.

3.1. Observations des participants

Monsieur Philippe Mahoux, président du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, indique que c'est à la Commission européenne qu'il revient de faire de la politique européenne une question centrale des élections. À cet égard, il convient d'accorder davantage d'attention au contenu. Par le passé, on s'est en effet beaucoup trop focalisé sur les aspects institutionnels. Heureusement, les choses sont en train de changer. On a hélas trop souvent l'impression que la Commission européenne est déconnectée de la réalité et qu'elle n'a pas vraiment conscience de ce qui se passe dans la société. À titre individuel, les commissaires peuvent être particulièrement sensibles à ces questions. C'est pourquoi il serait préférable de faire en sorte que non seulement le président de la Commission européenne, mais aussi tous les commissaires soient responsables devant le Parlement européen et les citoyens européens.

Il y a de nombreuses personnes ici qui pensent qu'il subsiste un fossé entre les institutions européennes et les citoyens. Ceux-ci ne parlent pas de l'Europe et n'en ont à vrai dire pas grand-chose à faire. Il faut créer des conditions telles que chacun soit convaincu de l'existence, par-delà les frontières nationales, d'un véritable esprit de solidarité en Europe. Et c'est surtout au niveau social qu'il faut agir à cet égard, en faisant en sorte que les riches paient pour les pauvres.

Het Verdrag van Lissabon was een eerste stap. Het stelt dat de voorzitter van de Europese Commissie benoemd wordt op basis van de uitslag van het Europees Parlement. De voordracht gebeurt echter door de Europese Raad met gekwalificeerde meerderheid.

Men zou kunnen overwegen om de heer Van Rompuy het veld in te sturen als informateur, om te pogen een meerderheid van driehonderdzesenzeventig EP-leden (rekening houdende met de verwachte 20 à 30 % eurosceptici in het nieuwe Europees Parlement) te vinden en een gekwalificeerde meerderheid in de Europese Raad. Vindt hij deze niet, dan zal de heer Van Rompuy binnen de maand een nieuwe kandidaat moeten vinden. Wat zeker is, is dat er in september-oktober 2014 een nieuwe Commissie zal moeten worden samengesteld die op 1 november 2014 in functie zal treden.

3. *Gedachtewisseling*

Hieronder wordt een samenvatting weergegeven van het debat. De antwoorden van de heren Cox en Duff sluiten dit punt af.

3.1. Opmerkingen van de deelnemers

De heer Philippe Mahoux, voorzitter van het Federaal Adviescomité voor de Europese aangelegenheden, stelt dat het de taak is van de Europese Commissie om de Europese politiek in het centrum van de verkiezingen te plaatsen. Hierbij moet meer aandacht gaan naar de inhoud. Vroeger werd er immers al te veel gefocust op het institutionele. Gelukkig is dit aan het veranderen. Men heeft jammer genoeg al te vaak de indruk dat de Europese Commissie wereldvreemd is, en niet goed weet wat er in de samenleving leeft. Individuele commissarissen kunnen hier bijzonder gevoelig aan zijn. Daarom zou het beter zijn om niet enkel de voorzitter van de Europese Commissie, maar alle commissarissen verantwoording te laten afleggen voor het Europees Parlement en de Europese bevolking.

Er bestaat voor vele aanwezigen nog steeds een kloof tussen de Europese instellingen en de burgers. De laatsten spreken niet over Europa, het kan hun eigenlijk niet veel schelen. Er moet een sfeer worden gecreëerd waarbij iedereen overtuigd is van het gevoel van echte solidariteit in Europa over de grenzen heen. Dit moet vooral op sociaal vlak worden ontwikkeld, waarbij de rijken betalen voor de armen.

Faire preuve de solidarité, c'est aussi lutter ensemble contre la violence, le racisme, le populisme, etc. Certains États membres comme la Grèce sont confrontés à ces phénomènes et ils ne pourront s'en sortir qu'avec l'aide des autres États membres.

Le Traité de Lisbonne a renforcé la démocratie en Europe mais le revers de la médaille est qu'il n'y a jamais eu autant de problèmes politiques depuis qu'il a été adopté. Il est peut-être temps de créer une nouvelle plate-forme commune entre le Parlement européen et les Parlements nationaux afin qu'ils puissent formuler et diffuser un message commun.

Certains estiment qu'il n'y a pas de déficit démocratique. En effet, les Parlements nationaux détiennent le pouvoir; le niveau européen n'a pour prérogatives que celles qui lui ont été attribuées explicitement. C'est une réalité dont ces derniers n'ont malheureusement pas suffisamment conscience.

Les Parlements nationaux et le Parlement européen sont complémentaires. Il en résulte que si la participation aux élections est faible, le problème doit être résolu conjointement par ces deux niveaux. Il faut commencer par convaincre les citoyens de se rendre aux urnes. Comment faire pour y parvenir? Les élections européennes qui ont eu lieu récemment en Croatie n'augurent rien de bon.

On pourrait aussi prendre l'exemple de la Pologne. Il n'y a pas de partis extrémistes dans ce pays, les dossiers européens comme la lutte contre la crise ont été au centre des débats électoraux et le citoyen polonais est un proeuropéen convaincu. Malgré cela, la participation aux élections a été particulièrement faible.

Si la participation aux prochaines élections est faible, le risque que le Parlement européen issu des urnes compte de nombreux eurosceptiques sera encore plus grand. Pour éviter d'en arriver là, il faut centrer la campagne électorale sur les problèmes concrets des citoyens et sur les solutions à apporter.

Cela permettra aussi de mobiliser les jeunes. Pour le moment, en effet, ils demeurent à l'écart du débat européen alors que leurs problèmes, notamment le chômage, dominent l'agenda européen.

C'est en organisant des débats sur des thèmes concrets et des vraies solutions que l'on pourra davantage convaincre le citoyen européen d'accorder sa confiance à l'Union européenne. À l'heure actuelle, la méfiance est particulièrement grande.

3.2. Réponse de M. Pat Cox, ancien président du Parlement européen

En Europe, il existe une double légitimité : le niveau européen et le niveau national, représentés chacun par un organe parlementaire. Chaque niveau a sa raison

Solidariteit betekent ook het gezamenlijk optreden tegen geweld, racisme, populisme, enz. Sommige lidstaten zoals Griekenland zijn hier slachtoffer van, en enkel steun van de andere lidstaten kan hen er terug bovenop helpen.

Het Verdrag van Lissabon heeft de democratie in Europa verhoogd. Het is echter dubbel: de politieke problemen waren sinds Lissabon nooit zo groot. Misschien is het tijd om een nieuw gemeenschappelijk platform te creëren tussen Europese en nationale Parlementen om een gemeenschappelijke boodschap op te stellen en te verspreiden.

Voor sommigen bestaat er geen democratisch deficit. De nationale Parlementen hebben immers de macht in handen, het Europese niveau kent enkel de bevoegdheden die hen expliciet werden toegewezen. Jammer genoeg beseffen de nationale parlementen dit onvoldoende.

De nationale Parlementen en het Europees Parlement zijn complementair. Wanneer er dan een lage opkomst is voor verkiezingen, dan is dit een probleem dat beide niveaus dienen aan te pakken. Men moet de mensen in de eerste plaats overtuigen om te komen stemmen. Hoe kan men dit best doen? De recente ervaring met de Europese verkiezingen in Kroatië belooft niet veel goeds.

Ook Polen kan als voorbeeld worden geciteerd: er zijn geen extremistische partijen in Polen, Europese dossiers zoals het bestrijden van de crisis waren het thema in de verkiezingen, de burger in Polen is overwegend pro-EU, maar toch was de opkomst voor de verkiezingen bijzonder laag.

Een lage opkomst verhoogt het risico op een Europees Parlement dat in de volgende legislatuur een grote groep eurosceptici zal bevatten. Om dit te vermijden, moet de komende Europese campagne gaan om concrete problemen en oplossingen voor de burger.

Dit zal ook de jeugd mobiliseren. Op dit ogenblik staat zij immers buiten het Europees debat, terwijl hun problemen, zoals onder meer de hoge jeugdwerkloosheid, de Europese agenda overheersen.

Debatten over concrete thema's met echte voorstellen tot oplossing zal ook de burger meer kunnen overtuigen om de Europese Unie te vertrouwen. Het wantrouwen op dit ogenblik is bijzonder groot.

3.2. Antwoord van de heer Pat Cox, voormalig voorzitter van het Europees Parlement

In Europa bestaat een dubbele legitimiteit: het Europese niveau en het nationale niveau, elk vertegenwoordigd door een parlementair orgaan. Elk

d'être; il peut parfaitement coexister avec l'autre et collaborer de manière très intégrée.

Les élections européennes doivent être une confrontation d'idées et de propositions concrètes. Il y a suffisamment de matière pour alimenter toute une campagne.

Il faut pour ainsi dire organiser un « choc d'idées », car une diversité d'idées garantit un débat politique de qualité et digne de ce nom. Il y a actuellement trop peu de place pour des voix dissidentes au sein de l'UE.

Il faut enfin essayer de se départir de l'euroscpticisme. Les décisions qui ont défrayé la chronique au cours des dernières années étaient dirigées contre les populations (les Irlandais, les Grecs, les Chypriotes, ...). Dans le cas de l'Irlande, ce pays pourra sortir du programme de la troïka à la fin 2014, mais rien n'a encore été dit sur ce qu'il adviendra par la suite. De nombreux points positifs sont à signaler, comme la consolidation fiscale, même si l'on oublie souvent de les mentionner.

3.3. Réponse de M. Andrew Duff, membre de la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen et auteur d'un rapport sur l'amélioration de l'organisation pratique des élections européennes en 2014

L'on ne peut pas faire preuve de défaitisme dans l'Union européenne. Beaucoup de choses ont déjà changé en faveur du citoyen, et l'agenda contient encore nombre de points qui touchent directement les gens. Il faut mobiliser le citoyen autour de ces projets.

On peut effectivement affirmer qu'il n'y a pas de déficit démocratique. Toutefois, il y a bel et bien un déficit dans le domaine de la gouvernance et de la responsabilité des actes politiques. La question de savoir si une modification de traité est nécessaire pour s'attaquer à ce problème reste entière.

Les propositions concrètes visant à rapprocher l'Europe des États membres sont légion. Pour n'en citer que quelques-unes: inviter les dirigeants des partis politiques européens à débattre dans les parlements nationaux, mobiliser les commissions chargées des affaires européennes dans les parlements nationaux autour du thème des élections, faire intervenir des membres du Parlement européen dans les Parlements nationaux, associer les médias à toutes les activités et les accompagner dans leur mission d'information sur l'UE, ...

La faible participation lors des élections européennes en Croatie fut une grande déception. Les partis politiques européens et nationaux ont échoué, mais il

niveau heeft zijn bestaansreden en kan perfect naast elkaar bestaan en in grote mate geïntegreerd samenwerken.

Europese verkiezingen moeten een wedstrijd zijn waar concrete ideeën en voorstellen worden uitgespeeld tegen elkaar en afgewogen. Er is genoeg stof om een hele campagne te vullen.

Men moet als het ware een « *Clash of Ideas* » organiseren, een diversiteit aan ideeën garandeert immers een goed en echt politiek debat. Nu is er te weinig ruimte voor dissidente stemmen in de EU.

Ten slotte moet men ook proberen uit het negatieve denken over de EU te geraken. De beslissingen die de afgelopen jaren in het nieuws kwamen, waren gericht tegen volkeren (Ieren, Grieken, Cyprioten, ...). Om Ierland te vermelden: einde 2014 zal dit land uit het trojka-programma kunnen stappen, maar er wordt nog niets gezegd over wat er nadien komt. Hier zijn echter vele positieve boodschappen over te brengen, fiscale consolidatie is er één van, maar al te vaak vergeet men deze te vermelden.

3.3. Antwoord van de heer Andrew Duff, lid van de commissie voor Constitutionele Zaken van het Europees Parlement, en rapporteur aangaande de verbetering van de praktische regelingen betreffende de organisatie van de Europese verkiezingen in 2014

Men mag niet defaitistisch worden in de Europese Unie. Er is al veel veranderd in het voordeel van de burger, en er staat nog veel op de agenda wat de mensen rechtstreeks raakt. Men moet de burger rond deze projecten mobiliseren.

Men kan inderdaad zeggen dat er geen democratisch deficit bestaat. Maar er is wel een deficit op het vlak van de regering en de aansprakelijkheid en verantwoordelijkheid voor de beleidsdaden. Of een verdragswijziging nodig is om dit probleem aan te pakken, is een open vraag.

Concrete voorstellen om Europa naar de lidstaten te brengen, zijn talrijk. Om er een paar op te sommen: de leiders van de Europese politieke partijen naar de nationale parlementen laten komen voor debat, de commissies voor Europese zaken in de nationale parlementen mobiliseren rond de verkiezingen, leden van het Europees Parlement laten spreken in de nationale Parlementen, de media betrekken bij alle activiteiten en begeleiden in hun berichtgeving over de EU, ...

De lage opkomst bij de Kroatische Europese verkiezingen was een grote teleurstelling. De Europese en nationale politieke partijen hebben hier

faut espérer qu'on puisse tirer des leçons concrètes de cette expérience.

Enfin, il ne faut pas oublier le rôle de la Commission européenne. Dès le printemps, son président fera part de ses idées sur l'avenir de l'Union. Le citoyen de l'UE sera soit enthousiaste, soit profondément déçu.

E. Diplomatie parlementaire : étude des relations entre le Parlement européen et l'Ukraine

1. Exposé de M. Pat Cox, ancien président du Parlement européen

Le 16 mai 2012, le président du Parlement européen, M. Schulz, a effectué une visite officielle en Ukraine, dont les relations avec l'Union européenne étaient alors particulièrement tendues. Quatre ministres ukrainiens étaient emprisonnés pour des actes commis dans l'exercice de leur fonction. L'Union européenne jugeait cette situation inacceptable, estimant que les intéressés devaient être jugés non pas devant une juridiction, mais devant «le tribunal des citoyens» appelé à statuer lors des élections. Cette position a notamment amené plusieurs dirigeants européens à boycotter le championnat d'Europe de football 2012 en Ukraine.

Les relations se sont entre-temps sensiblement améliorées. Depuis juin 2012, le Parlement européen a déployé une impressionnante diplomatie parlementaire. À travers notamment vingt-trois missions et visites, cette diplomatie a permis d'enregistrer de magnifiques résultats et a rendu possible une coopération entre le gouvernement et l'opposition. Les problèmes ne sont pas encore résolus, mais on est sur la bonne voie.

Les 28 et 29 novembre 2013 aura lieu le Sommet du Partenariat oriental. L'un des principaux partenaires de cet accord d'association n'est autre que l'Ukraine. À l'issue du Sommet, on saura si elle se tournera vers l'Est ou continuera de s'orienter vers l'Occident, cette dernière option étant celle qui est actuellement toujours privilégiée dans le pays.

L'Union européenne voit d'un bon oeil le renforcement des relations avec l'Ukraine, à condition qu'une réforme de la législation électorale et des politiques menées en matière de justice et de poursuites soit entreprise et qu'il soit mis fin à la justice de classe. Il subsiste dans la société ukrainienne de nombreux reliquats de l'époque soviétique. Des progrès ont été réalisés, mais il reste encore beaucoup de choses à faire.

La Russie ne voit pas d'un bon oeil le processus d'évolution de l'Ukraine, ce qui l'a amenée, à la mi-

gfaald. Hopelijk worden hier goede en concrete lessen uit getrokken.

Ten slotte mag ook de rol van de Europese Commissie niet vergeten worden. Haar voorzitter zal in het voorjaar de ideeën over de toekomst van de Unie bekend maken. Dit kan de burger in de EU begeistere of diep ontgoochelen.

E. Parlementaire diplomatie : een studie van de verhoudingen tussen het Europees Parlement en Oekraïne

1. Uiteenzetting door de heer Pat Cox, voormalig voorzitter van het Europees Parlement

Op 16 mei 2012 bracht Europees Parlementsvoorzitter Schulz een bezoek aan Oekraïne. Op dat ogenblik waren de relaties met de Europese Unie bijzonder slecht. Vier ministers zaten opgesloten in Oekraïne omwille van redenen en gedragingen die gedaan waren in de uitoefening van hun functie. Dit was voor de Europese Unie onaanvaardbaar, omdat dit niet in een rechtbank moet beoordeeld worden, maar voor «het tribunaal van de burgers» tijdens de verkiezingen. Het leidde onder meer tot een boycot door Europese leiders van de Europese kampioenschappen voetbal in Oekraïne in 2012.

Vandaag zijn de relaties gevoelig verbeterd. Sinds juni 2012 heeft het Europees Parlement een indrukwekkende parlementaire diplomatie georganiseerd die onder meer via drieëntwintig zendingen en bezoeken tot geweldige resultaten heeft geleid en een samenwerking tussen regering en oppositie mogelijk heeft gemaakt. De problemen zijn nog niet opgelost, maar men is op de goede weg.

Op 28 en 29 november 2013 vindt de Top plaats over het Oosters Partnerschap. Één van de grootste partners in dit samenwerkingsverband is Oekraïne. Tijdens deze top zal blijken of dit land naar het oosten zal keren of gericht zal blijven op het westen, hetgeen nog steeds in het land de voorkeur geniet.

De Europese Unie staat positief tegenover een versterkte relatie met Oekraïne, op voorwaarde dat er een hervorming komt van de kieswetgeving, het justitieel en vervolgingsbeleid wordt aangepakt en een einde wordt gemaakt aan de klassenjustitie. Er zijn nog veel elementen aanwezig in de Oekraïense maatschappij die dateren uit het Sovjettijdperk. Er is vooruitgang, maar er is nog veel te doen.

Rusland ziet de evolutie in Oekraïne met lede ogen aan. Half augustus leidde dit zelfs tot het sluiten van

août, à fermer ses frontières afin de forcer l'Ukraine à s'orienter vers elle. Cette mesure a toutefois eu l'effet contraire à celui escompté, car elle a rendu l'UE encore plus attractive.

Sur les quatre ministres qui étaient emprisonnés en 2012, seule l'ancienne première ministre, Mme Timochenko, est encore incarcérée. Ses trois collègues ont été libérés sans suites.

Les conditions de détention de Mme Timochenko ont cependant été assouplies et certaines facilités lui ont été accordées afin qu'elle puisse préparer correctement son procès.

La responsabilité de la crise gazière de 2009 lui est imputée. Sous la pression de l'UE qui craignait de voir ses approvisionnements énergétiques bloqués par la Russie, Mme Timochenko a conclu un onéreux accord gazier avec le président Poutine, ce qui lui est à présent reproché.

En raison du régime de détention très strict auquel elle était soumise, elle nécessitait des soins médicaux d'urgence. Il a fallu attendre un jugement de la Cour européenne des droits de l'homme pour qu'elle soit hospitalisée et que son état s'améliore. Aucun jugement n'a encore été rendu sur le fond de l'affaire.

On se demande actuellement si elle pourra être transférée à Berlin pour y poursuivre son traitement. En l'occurrence, la question n'est pas tant de savoir si on lui permettra de le faire que de savoir qui assumera la décision de sa libération. En d'autres termes, la grâce présidentielle lui sera-t-elle accordée ou préférera-t-on adopter une loi qui réglera la libération des malades mais qui sera particulièrement complexe ?

Ce sont autant d'exemples de situations auxquelles doit apprendre à faire face un pays qui est engagé dans un processus de modernisation et qui entend se défaire de son héritage soviétique.

2. *Échange de vues*

Un membre du Parlement ukrainien trouve important de pouvoir mener ce débat un mois avant le Sommet du Partenariat oriental. En effet, ce Sommet risque de se transformer en choc des civilisations. L'Ukraine elle-même aura également à trancher certaines questions. Le dialogue entre majorité et opposition revêt sous cet angle une importance capitale.

Au départ, la mission de M. Cox relevait d'un pur formalisme, mais petit à petit, il a pu l'appréhender et trouver ainsi ses marques au sein du Parlement européen, au sein des institutions et au sein de l'Europe. Mais ce processus est loin d'être achevé. Les événements des prochaines semaines auront un impact décisif sur l'avenir de la coopération entre

de grenzen, om Oekraïne te dwingen zich naar Rusland te oriënteren. Dit had echter een averechts effect : de aantrekking tot de EU werd er alleen maar groter door.

Van de vier ministers die in 2012 waren opgesloten, blijft enkel voormalig eerste minister Timosjenko in de cel. De andere drie werden vrijgelaten zonder gevolg.

Mevrouw Timosjenko zag wel haar voorwaarden van gevangenschap versoepeld, en verkreeg modaliteiten om haar proces op een goede manier voor te bereiden.

De gascrisis van 2009 wordt haar ten laste gelegd. Onder druk van de EU die haar energietoevoer vanuit Rusland geblokkeerd zag, sloot ze een te dure gasdeal met president Poetin. Dit wordt haar nu verweten.

Door het harde gevangenisregime had ze dringend medische hulp nodig. Pas na een uitspraak door het Europees Hof van de Rechten van de Mens, werd ze gehospitaliseerd en is zij aan de beterhand. Over de grond van de zaak is er nog steeds geen uitspraak gedaan.

Thans wordt de vraag gesteld of zij voor verdere behandeling naar Berlijn mag worden overgebracht. Het is niet zozeer of ze dit mag doen, maar eerder wie haar zal vrijlaten. Gebeurt dit via een presidentieel pardon, of gebruikt men eerder een wet die de vrijlating van zieken regelt, maar bijzonder complex is.

Dit alles zijn voorbeelden van situaties waar een land mee moet leren omgaan dat in een moderniseringsbeweging zit en af wil van de Sovjetervaringen.

2. *Gedachtewisseling*

Een lid van het Oekraïense Parlement vindt het belangrijk dat dit debat gevoerd kan worden één maand voor de Top van het Oosters Partnerschap. Deze Top belooft immers een clash van beschavingen te worden. Ook in Oekraïne zelf moet knopen worden doorgehakt. Hierbij is de dialoog tussen meerderheid en oppositie van het grootste belang.

De missie van de heer Cox was oorspronkelijk puur *ad hoc*, maar gaandeweg kon vertrouwen worden gevonden in haar opdracht door het Europees Parlement, de instellingen en Europa. Men is echter nog niet aan het einde van dit proces. Wat er de komende weken zal gebeuren, is cruciaal voor de toekomst van de samenwerking tussen Oekraïne en de Europese

l'Ukraine et l'Union européenne. Toutefois, l'on peut se demander si cette mission pourra créer un précédent pour d'autres zones en crise, telles que la Géorgie, qui vit des événements similaires.

Pour M. Herman De Croo, membre de la Chambre des représentants, la question des relations entre l'Union européenne et l'Ukraine s'inscrit dans un débat beaucoup plus large sur les relations avec la Russie. La question de la sécurité de l'approvisionnement énergétique joue ici un rôle central. Il s'agit d'un débat fondamental, que de nombreux Parlements nationaux ont un peu tendance à négliger. Il serait donc pertinent de suggérer à la COSAC d'inscrire à l'ordre du jour de l'une de ses prochaines assemblées les relations avec la Russie, pays qui pèse énormément sur l'échiquier international, mais qui n'adhérera jamais à l'Union européenne.

La plupart des participants à la COSAC accueillent positivement le renforcement des relations entre l'Union européenne et l'Ukraine, mais ils ne sont pas prêts pour autant à renoncer à leurs propres valeurs et principes. La situation de Mme Timochenko aura donc valeur de test et la décision sera déterminante pour l'avenir.

L'Ukraine doit mieux sauvegarder les droits de l'homme. Elle doit choisir d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme, et donc les conditions de vie de sa population, et ce faisant, se positionner en faveur de l'Union européenne et servir de modèle à d'autres pays tels que la Géorgie, la Biélorussie, etc.

Il ne faut cependant pas que la tentative de rapprochement avec l'Ukraine échoue. En cas d'échec, la Russie aura les coudées franches pour reconquérir son ancienne sphère d'influence.

En ce qui concerne le Partenariat oriental, nous entrons dans une période importante de réflexion et de réforme. Quels sont les motifs pour lesquels l'Arménie a quitté le Partenariat, quels seront les fonds disponibles pour cette coopération dans les années à venir, peut-on extrapoler les expériences à d'autres régions, telles que les pays de la Méditerranée, etc. ? L'Union européenne ne peut pas se permettre de perdre les avancées enregistrées en la matière et de ne plus honorer ses propres engagements.

3. Réponse de M. Pat Cox, ancien président du Parlement européen

Il est clair que la situation de la Géorgie est très proche de celle de l'Ukraine. C'est un argument qui peut être avancé pour développer une stratégie globale pour la région et ne pas se focaliser sur un pays en particulier.

Unie. Niettemin kan men zich de vraag stellen of deze missie als precedent kan dienen voor andere crisisgebieden, zoals Georgië waar dezelfde feiten plaatsvinden.

De heer Herman De Croo, lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, ziet de verhouding tussen de EU en Oekraïne in een veel ruimer debat over de relaties met Rusland. Het probleem van de zekere energiebevoorrading staat hierin centraal. Het betreft een fundamenteel debat waar vele nationale Parlementen onvoldoende mee bezig zijn. Men kan dan ook voorstellen aan COSAC om de relaties met Rusland, een enorm land van groot belang dat echter nooit een lidstaat van de EU zal zijn, op de agenda van één van de komende vergaderingen te plaatsen.

De meeste deelnemers aan COSAC staan positief tegenover een versterkte relatie tussen de EU en Oekraïne. Men mag echter niet de eigen waarden en principes overboord gooien. De situatie van mevrouw Timosjenko is dan ook een testcase en een principiële beslissing voor de toekomst.

Oekraïne moet de mensenrechten meer en beter beschermen. Men moet ervoor kiezen de situatie rond de mensenrechten en de leefomstandigheden te verbeteren om zo voor de Europese Unie te kiezen en een voorbeeld te zijn voor andere landen als Georgië, Wit-Rusland, enz.

Men mag echter niet falen in de poging om de banden met Oekraïne aan te halen. Doet men dit wel, krijgt Rusland alle wind in de zeilen om de voormalige invloedssfeer te heroveren.

Wat het Oosters Partnerschap betreft, breekt een belangrijke periode aan van bezinning en hervorming. Wat zijn de redenen dat Armenië uit de partnerschap is gestapt, wat zullen de beschikbare fondsen zijn in de komende jaren voor deze samenwerking, kan men de ervaringen extrapoleren naar andere regio's zoals bijvoorbeeld de Middellandse Zee, enz. De EU kan het zich niet permitteren om in deze in te binden en haar eigen engagementen niet langer na te komen.

3. Antwoord van de heer Pat Cox, voormalig voorzitter van het Europees Parlement

Het is duidelijk dat de situatie in Georgië erg lijkt op die in Oekraïne. Dit is een argument om een allesomvattende strategie voor de regio te ontwikkelen en niet op een bepaald land te focussen.

Il serait opportun d'examiner de plus près les relations entre la Russie et l'Union européenne et d'en discuter au sein de la COSAC. Les relations avec la Russie sont importantes, pas seulement pour des raisons stratégiques, mais aussi parce qu'il faut développer une politique énergétique européenne cohérente. Il faut éviter que chaque État membre conclue ses propres contrats énergétiques avec la Russie.

Il est important de souligner que l'Ukraine a tout à gagner d'un renforcement de la coopération, et d'une perspective d'adhésion, à terme, à l'Union européenne. Un rapport du PNUD établit une comparaison avec la Pologne, pays analogue qui a entre-temps adhéré à l'Union européenne. De 1990 à 2010, les évolutions suivantes ont pu être relevées : le PIB par habitant a augmenté et est à présent 2,5 fois plus élevé que celui de l'Ukraine, le taux de mortalité infantile atteint à peine le tiers de celui de l'Ukraine et le Polonais peut espérer vivre 8,5 années de plus que son voisin ukrainien. Toutes ces avancées, la Pologne les doit à l'Europe, aux réformes qu'elle a adoptées et à la modernisation de la société polonaise.

L'avenir de l'Ukraine réside dans l'Union européenne. Il existe aux États-Unis un lobby important qui milite pour la libération de Mme Timochenko. Ce lobby est parvenu à bloquer une grande partie de l'aide financière au pays. À l'heure actuelle, l'Ukraine connaît une croissance économique nulle et d'importantes difficultés budgétaires. L'Union européenne, alliée au FMI, représente la seule alternative possible.

M. Cox remercie la présidence de la COSAC de lui avoir offert la possibilité d'établir le présent rapport. Il s'agit d'une première de la plus haute importance, parce que ce sont les Parlements nationaux qui auront un jour à se prononcer sur un renforcement de la coopération avec l'Ukraine.

L'Ukraine peut servir d'exemple à d'autres pays. L'avenir du pays sera déterminant pour celui des relations entre l'Union européenne et la Russie.

II. RÉUNION DU LUNDI 28 OCTOBRE 2013 APRÈS-MIDI

A. Mise en œuvre de la stratégie Europe 2020

1. Exposé de M. Maros Sefcovic, vice-président de la Commission européenne, responsable des relations interinstitutionnelles et de l'administration

M. Maros Sefcovic souligne tout d'abord l'importance de la COSAC en tant que cadre permanent pour la coopération interparlementaire et le contrôle parlementaire des matières relevant de l'UE. Il se réjouit de

Het zou een goed idee zijn om de relaties tussen Rusland en de EU van nabij te onderzoeken en in de schoot van COSAC te bespreken. Niet enkel om strategische redenen is de verhouding met Rusland belangrijk, er is ook de noodzaak van een coherent Europees energiebeleid. Men moet vermijden dat elke lidstaat apart energiecontracten afsluit met Rusland.

Het is belangrijk te vermelden dat Oekraïne uit een nauwere samenwerking, en misschien op termijn lidmaatschap van de EU, veel voordelen zal halen. In een verslag van de UNDP wordt een vergelijking getrokken met Polen, een vergelijkbaar land dat intussen wel lid is van de EU. Tussen 1990 en 2010 zijn volgende evoluties vast te stellen: het BBP per hoofd van de bevolking is in Polen over die periode geëvolueerd naar 2,5 keer dat van Oekraïne, de kindersterfte bedraagt nog slechts één derde van dat van Oekraïne, en in Polen leeft men thans 8,5 jaar langer. Dit alles heeft Polen te danken aan Europa, de hervormingen in het land en de modernisering van de maatschappij.

De toekomst van Oekraïne ligt in de EU. In de Verenigde Staten bestaat er een grote lobby die ijvert voor de vrijlating van mevrouw Timosjenko. Deze lobby is erin geslaagd een groot deel van de financiële hulp aan het land te blokkeren. Oekraïne kent op dit ogenblik geen economische groei en heeft zware begrotingsproblemen. Enkel de EU zal, in overleg met het IMF, als alternatief kunnen optreden.

De heer Cox dankt het voorzitterschap van COSAC voor de mogelijkheid om dit rapport voor te kunnen stellen. Het is de eerste keer en van het grootste belang, omdat het ooit de nationale Parlementen zullen zijn die zullen moeten beslissen over een vorm van diepere samenwerking met Oekraïne.

Oekraïne kan dienen als voorbeeld voor andere landen. De toekomst van het land zal bepalend zijn voor de toekomst van de relaties tussen de Europese Unie en Rusland.

II. VERGADERING VAN MAANDAGNAMID- DAG 28 OKTOBER 2013

A. De uitvoering van de Europa 2020-strategie

1. Uiteenzetting door de heer Maros Sefcovic, vice-voorzitter van de Europese Commissie, verantwoordelijk voor de interinstitutionele relaties en de administratie

De heer Maros Sefcovic verwijst eerst naar het belang van COSAC als permanent kader voor interparlementaire samenwerking en parlementaire controle op EU aangelegenheden. Hij verheugt zich over

l'engagement que les Parlements ont pris en vue de garantir la légitimité démocratique.

La stratégie Europe 2020 a été élaborée par la Commission comme une stratégie globale et intégrée de l'UE visant à générer une croissance durable et inclusive. La crise économique avait démontré l'interdépendance des économies européennes, en particulier dans la zone euro. Il est aussi apparu clairement qu'une coordination efficace était nécessaire pour éviter que de mauvaises décisions prises dans un pays n'induisent des effets de contamination dans d'autres pays. À cet égard, le Semestre européen avait été conçu comme un instrument visant à dépister les incohérences et les déséquilibres et à soutenir la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020. Il devait aussi permettre aux parlements nationaux et européens d'engager un débat et de faire en sorte que les réformes nationales soient menées plus efficacement.

Cinq priorités ont été définies dans le cadre de cette stratégie : une consolidation fiscale en faveur d'une croissance différenciée, le rétablissement de la capacité d'emprunt dans une économie réelle, la promotion de la croissance et de la compétitivité, les modalités de la lutte contre le chômage et de la réforme du marché du travail, et la modernisation de l'administration publique.

Plusieurs États membres ont mis sur pied des programmes de réforme ambitieux, qui ont déjà donné des résultats positifs. Des indicateurs ont révélé les signes d'une modeste reprise. Mais pour surmonter la crise, il faut tendre vers une réforme permanente, tout en mettant rapidement en œuvre des décisions visant à stimuler l'emploi. Dans le cadre de la lutte contre le chômage, des réformes ont été réalisées en vue d'améliorer la flexibilité et la durabilité du marché du travail. Mais il reste beaucoup à faire. C'est pourquoi des moyens financiers supplémentaires ont été dégagés du cadre financier pluriannuel, afin d'aider les États membres les plus touchés dans leur lutte contre le chômage des jeunes.

Dans son communiqué sur le renforcement de la dimension sociale de l'UEM, la Commission a abordé la question du coût social considérable de ce taux de chômage élevé. Il faut veiller à ce que les règles qui sont élaborées en vue d'approfondir la coordination et la collaboration en matière de gouvernance économique tiennent réellement compte de l'impact social. Les dernières initiatives prises dans ce domaine par la Commission pour soutenir les efforts nationaux de réforme concernent le Paquet emploi, le Livre blanc relatif aux retraites et le « Paquet emploi jeunes ». À cet égard, l'accent a surtout été mis sur la formation et l'enseignement ainsi que sur leur importance pour le marché du travail.

het engagement dat de Parlemen ten hebben gedaan om de democratische legitimiteit te waarborgen.

De Europa 2020-strategie is door de Commissie ontwikkeld als een globale en geïntegreerde strategie van de EU om duurzame en inclusieve groei te genereren. De economische crisis had de afhankelijkheid van elkaar van de Europese economieën aangetoond, vooral in de eurozone. Het was ook duidelijk dat een efficiënte coördinatie nodig was om *spill-over* effecten te vermijden naar andere landen van slechte beslissingen die genomen werden in een land. Het Europees Semester werd in dit opzicht ontworpen als een instrument om ongerijmdheden en onevenwichten op te sporen en de tenuitvoerlegging van de Europa 2020 — strategie te ondersteunen. Het zou ook een opportuniteit zijn voor de parlemen ten, nationaal en Europees, om met elkaar in debat te gaan en ervoor te zorgen dat de nationale hervormingen op een meer efficiënte manier zouden worden uitgevoerd.

5 prioriteiten zijn in het kader van deze strategie aangeduid : een fiscale consolidatie die ten voordele is van een gedifferentieerde groei, het herstel van de leencapaciteit in een reële economie, de promotie van groei en competitiviteit, de aanpak van de werkloosheid en de hervorming van de arbeidsmarkt, en de modernisering van de overheidsadministratie.

Er bestaan ambitieuze hervormingsprogramma's in verschillende lidstaten die reeds tot positieve resultaten hebben geleid. Indicatoren hebben tekenen van een bescheiden herstel aangeduid. Het overwinnen van de crisis vereist echter een continue inspanning om te hervormen, naast een snelle uitvoering van beslissingen die de werkgelegenheid moeten bevorderen. Om de werkloosheid aan te pakken zijn hervormingen doorgevoerd om de flexibiliteit en duurzaamheid van de arbeidsmarkt te verbeteren. Maar er is nog een lange weg te gaan. Om deze reden werden er onder meer extra middelen uit het meerjarig financieel kader gehaald om de meest getroffen lidstaten te helpen in hun strijd tegen jeugdwerkloosheid.

De Commissie heeft de belangrijke sociale kost van deze hoge werkloosheidscijfers aangekaart in haar mededeling betreffende het versterken van de sociale dimensie van de EMU. Men moet ervoor zorgen dat de regels die worden opgesteld om de coördinatie en de samenwerking op het vlak van de economische « *governance* » uit te diepen, op een reële manier rekening houden met de sociale impact. De meest recente initiatieven die de Commissie op dat vlak heeft genomen om de nationale hervormingsinspanningen te ondersteunen, betreffen het Werkgelegenheidspakket, het Witboek inzake pensioenen en het Jeugdwerkloosheidspakket. Hierbij werd vooral de nadruk gelegd op opleiding en onderwijs en het belang ervan voor de arbeidsmarkt.

Le secteur IT est considéré comme un des fers de lance de la politique de croissance économique et de création d'emplois. Il est dès lors regrettable que de nombreux États membres aient réduit drastiquement leur budget de recherche et développement pour pouvoir maîtriser leurs finances publiques. Le Conseil européen a pourtant rappelé clairement qu'investir dans l'innovation permet de stimuler la productivité et la croissance. Les États membres qui ont continué à investir dans ce domaine ont mieux résisté à la crise.

Des avancées ont été enregistrées grâce à la mise en place de mesures telles que le brevet communautaire, le passeport européen pour les fonds de capital à risque et le programme « Horizon 2020 ». Malheureusement, la crise a miné certains efforts visant à réaliser les objectifs 20-20-20. Il reste néanmoins encore de la marge pour de nouvelles initiatives. La Commission européenne a ainsi estimé que l'application de mesures individuelles en matière d'efficacité énergétique et le développement du secteur des énergies renouvelables permettront de créer de nombreux emplois. En outre, la compétitivité de l'Europe dans le monde sera encore renforcée.

Il reste encore des mesures à prendre pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020. Il y a, en premier lieu, la coordination de la politique budgétaire dans le cadre du Semestre européen, mais aussi le renforcement du contrôle fiscal dans la zone euro par le biais du « Two Pack ». Il faut savoir à cet égard que les parlements nationaux conserveront tous leurs droits en matière de procédures budgétaires nationales, tandis que le rôle de la Commission consistera à insuffler une perspective européenne dans les débats nationaux.

Il y a encore l'« *Annual Growth Survey* », qui sera présentée en novembre 2014 et qui fixera les priorités économiques et sociales pour l'année à venir. Ce rapport sera le point de départ du Semestre européen en 2014 et servira aussi de base de concertation entre les parlementaires nationaux et européens, dans la perspective du Sommet européen au printemps 2014. La Commission espère d'ailleurs que le dialogue avec les parlementaires pourra s'intensifier, notamment par l'organisation de « Journées européennes », comme cela avait déjà été proposé précédemment.

La Stratégie Europe 2020 est le fruit d'une concertation entre les vingt-huit États membres; elle prévoit un processus à long terme, quelles que soient les majorités au pouvoir dans les pays concernés. L'implication des Parlements est dès lors capitale, car ils sont un maillon indispensable entre les décideurs politiques et l'opinion publique et font en sorte que les décisions prises au niveau européen puissent vraiment avoir un impact positif sur les citoyens de l'Union européenne.

De IT-sector wordt gezien als één van de speerpunten om economische groei en jobcreatie te bevorderen. Het is daarom betreurenswaardig dat vele lidstaten hun budget voor onderzoek en ontwikkeling drastisch hebben ingeperkt om de overheidsfinanciën onder controle te houden. De Europese Raad heeft nochtans duidelijk gesteld dat investeren in innovatie de productiviteit en groei stimuleert. Lidstaten die zijn blijven investeren in deze innovatie hebben de crisis beter doorstaan.

Er is vooruitgang geboekt door het lanceren van maatregelen als het gemeenschapsoctrooi, het Europees paspoort voor risicokapitaalfondsen en het programma « Horizon 2020 ». Jammer genoeg heeft de crisis sommige inspanningen om de 20-20-20 doelstellingen te realiseren, gefnuikt. Niettemin is er nog ruimte voor nieuwe initiatieven. Zo berekende de Europese Commissie dat de toepassing van individuele maatregelen voor energie-efficiëntie en de ontwikkeling van de sector van hernieuwbare energie zal leiden tot een aanzienlijke jobcreatie. Tevens zal de competitiviteit van Europa in de wereld verder versterkt worden.

Er zijn nog verdere stappen te zetten om de doelstellingen van de Europa 2020-strategie te bereiken. In de eerste plaats is er de coördinatie van het begrotingsbeleid in het kader van het Europees Semester. Verder is er de versterking van de fiscale controle in de eurozone via de « Two Pack ». Het is in dit opzicht belangrijk te vermelden dat de nationale parlementen hun rechten betreffende de nationale begrotingsprocedures volledig zullen behouden, terwijl de rol van de Commissie erin zal bestaan een Europees perspectief in de nationale debatten te brengen.

Er is ook nog de zogenaamde « *Annual Growth Survey* » die in november 2014 zal worden voorgesteld en die de prioriteiten op economische en sociaal vlak voor het komende jaar zal vastleggen. Dit zal het startpunt vormen van het Europees Semester in 2014. Dit rapport zal ook dienen als basis voor overleg tussen nationale en Europese parlementsleden die een waardevolle bijdrage zal opleveren voor de Europese Lentetop in 2014. De Commissie hoopt overigens ook dat de dialoog met de parlementsleden kan worden geïntensifieerd, onder meer via de organisatie van « Europese Dagen », zoals reeds eerder is voorgesteld.

De Europa 2020-strategie is overeengekomen tussen achtentwintig lidstaten en voorziet in een proces op lange termijn ongeacht wie er aan de macht is in de betrokken landen. De betrokkenheid van de Parlementen is dan ook cruciaal omdat zij een onmisbare link vormen tussen de beleidsmakers en de publieke opinie en verzekeren dat de beslissingen die op Europees niveau zijn genomen, een echte en positieve impact hebben op de burgers in de EU.

2. Exposé de Mme Pervenche Beres, présidente de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales au Parlement européen

La stratégie de Lisbonne a précédé la stratégie Europe 2020. Elle a en grande partie échoué à cause de l'application de ce qu'on appelle la méthode ouverte de coordination. En outre, la mise en synergie du budget de l'UE avec les budgets nationaux a également avorté. C'est pourquoi la Commission européenne a mis en place la stratégie Europe 2020. Pour que cette stratégie soit une réussite, il est nécessaire qu'elle devienne le point de référence de toutes les politiques de l'UE. La méthode ouverte de coordination a été remplacée par le Semestre européen. Il est ainsi possible de procéder à une réelle coordination des politiques économiques et de limiter les déséquilibres macroéconomiques.

Depuis l'introduction de la stratégie Europe 2020, les initiatives phares n'ont pas encore eu l'effet escompté. Parallèlement, la crise économique a engendré des pratiques qui ont encore aggravé l'état des finances publiques. L'adoption du «*Six Pack*», du «*Two Pack*» et du «*Fiscal Compact*» aurait pu compléter la dimension économique et budgétaire de l'Union économique et monétaire, mais la dimension sociale a été oubliée.

La stratégie Europe 2020 n'a pas diminué l'accent excessif mis sur la convergence nominale. En outre, la crise a clairement mis en lumière les lacunes présentes au sein de l'UEM et a également souligné les différentes prestations économiques des États membres qui étaient déjà visibles en 2005. La Commission européenne a reconnu que les engagements souscrits par les États membres n'avaient pas été suffisants, mais, depuis lors, aucun État membre n'a été incité à faire preuve de plus d'ambition concernant la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté.

Basée sur l'austérité économique et budgétaire, la politique de la Troïka peut aussi être considérée comme un obstacle dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020. Dans les pays où le chômage et la pauvreté ont fortement augmenté, les restrictions budgétaires ont porté un sacré coup à la politique sociale. Une trop grande attention a été portée aux indicateurs économiques et la dimension sociale a souvent été ignorée. Les objectifs sociaux de la stratégie Europe 2020 servaient uniquement à compenser l'absence de politique sociale et à rendre les conséquences de cette politique d'austérité moins douloureuses.

C'est pourquoi l'UE doit faire en sorte que les objectifs sociaux et économiques soient mis sur un pied d'égalité. Par ailleurs, les objectifs de la stratégie Europe 2020 doivent être intégrés dans un cadre plus équilibré qui met au premier plan le dialogue social, au

2. Uiteenzetting door mevrouw Pervenche Beres, Voorzitster van de commissie voor Werkgelegenheid en Sociale Zaken van het Europees Parlement

De Lissabonstrategie was de voorganger van de Europa 2020-strategie. Deze is grotendeels mislukt door de toepassing van de zogenaamde methode van open coördinatie. Daarenboven slaagde men er niet in om het budget van de EU in synergie te brengen met de nationale begrotingen. Om deze redenen heeft de Europese Commissie de Europa 2020-strategie opgesteld. Wil men deze strategie tot een succes maken, moet men er het referentiepunt van maken voor elk beleid in de EU. De open coördinatiemethode is vervangen door het Europees Semester. Op deze manier kan men komen tot een echte coördinatie van het economisch beleid en de beperking van de macroeconomische onevenwichten.

Sinds de voorstelling van de Europa 2020-strategie hebben de zogenaamde vlaggenschipinitiatieven nog niet geleid tot het gewenste effect. Tegelijkertijd heeft de economische crisis gezorgd voor praktijken die tot een verergering van de overheidsfinanciën hebben geleid. De aanneming van de «*Six Pack*», de «*Two Pack*» en de «*Fiscal Compact*» had de economische en budgettaire dimensie van de Economische en Monetaire Unie kunnen vervolledigen, maar de sociale dimensie werd vergeten.

De Europa 2020-strategie heeft de overdreven nadruk op de nominale convergentie niet verminderd. De crisis heeft daarenboven de gebreken in de EMU duidelijk naar voren gebracht en de verschillen in economische prestaties van de lidstaten, die reeds zichtbaar waren in 2005, verder benadrukt. De Europese Commissie heeft toegegeven dat de verbintenissen aangegaan door de lidstaten onvoldoende zijn geweest, maar geen enkele lidstaat is sindsdien aangespoord om meer ambitie te tonen inzake jobcreatie en de strijd tegen armoede.

Het beleid van de Troïka, gebaseerd op economische en budgettaire soberheid, kan ook beschouwd worden als een hinderpaal in de realisatie van de doelstellingen van de Europa 2020-strategie. In die landen waar de werkloosheid en de armoede enorm zijn toegenomen, heeft men het sociaal beleid via budgetinperkingen een zware slag toegebracht. Er is teveel aandacht gegaan naar economische indicatoren waarbij de sociale dimensie grotendeels werd genegeerd. De sociale doelstellingen van de Europa 2020-strategie waren enkel nog nuttig om het verlies aan sociaal beleid te compenseren en de gevolgen van dit soberheidsbeleid minder pijnlijk te maken.

De EU moet er daarom voor zorgen dat sociale en economische doelstellingen op gelijke voet komen te staan. Verder moeten de doelstellingen in de Europa 2020-strategie worden opgenomen in een evenwichtiger kader dat de sociale dialoog zowel op nationaal

niveau national comme au niveau européen. L'UE doit également pouvoir disposer d'un budget suffisant afin de mener à bien cette stratégie. Ce budget devra en partie être financé par les ressources propres de l'UE. Il va de soi que le Parlement européen doit pouvoir jouer pleinement son rôle de législateur. Enfin, les parlements nationaux se doivent d'exercer leurs compétences de façon optimale au niveau national.

Il convient d'approfondir l'union économique et monétaire et de renforcer la coordination des politiques nationales. Dans le même temps, la zone euro doit disposer de la capacité budgétaire nécessaire pour faire face aux chocs monétaires. À cette fin, plusieurs options sont envisageables : appliquer un impôt des sociétés commun, utiliser les revenus issus des taxes sur les transactions financières ou mettre en place un mécanisme de solidarité entre les États membres pour financer une allocation de chômage minimale.

Si les objectifs Europe 2020 ne sont pas considérés comme une priorité absolue par l'UE au cours des années à venir, la stratégie échouera sans aucun doute et il ne faudra pas imputer cet échec à la crise.

Un défi supplémentaire consiste à concilier la diversité qui oppose les pays centraux de l'Europe aux États membres périphériques de l'UE et le sentiment de fraternité qui les unit. La zone euro peut jouer un rôle en la matière si elle parvient à se profiler en tant qu'espace d'interactions sociales et économiques.

La légitimité démocratique doit manifestement être renforcée pour que le citoyen puisse adhérer aux mesures nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020. À cet égard, le Parlement européen doit également s'adapter à la réalité de la zone euro. C'est uniquement de cette façon que le citoyen renoncera au discours extrémiste et populiste et que l'Union européenne sortira plus forte de la crise actuelle.

3. Échange de vues

Un représentant de la Deuxième chambre néerlandaise a déclaré que la COSAC devait se concentrer davantage sur les bonnes pratiques et il a souligné l'importance de la deuxième carte jaune donnée par les Parlements nationaux dans le cadre du contrôle de la subsidiarité. *M. Sefcovic* et *Mme Beres* ont confirmé l'importance des bonnes pratiques. La collaboration active mise en place entre les parlements et les institutions européennes à travers l'organisation de journées européennes en est un bon exemple. Il faut cependant oser aller plus loin et concilier également davantage les politiques internes.

als op Europees vlak op het voorplan zet. Ten derde moet de EU kunnen beschikken over een voldoende budget om deze strategie uit te voeren, waarbij dit budget ten dele moet worden gefinancierd met eigen Europese inkomsten. Het is verder evident dat het Europees Parlement zijn rol als co-wetgever voluit moet kunnen spelen. Ten slotte is het aan de nationale parlementen om op nationaal niveau ten volle hun bevoegdheden uit te voeren.

De economische en monetaire unie moet verder worden uitgediept. De coördinatie van de nationale politieken moet verder worden versterkt. Tegelijk moet de eurozone de budgettaire kracht hebben om monetaire shocks op te vangen. Hiervoor zijn verschillende opties mogelijk: de toepassing van een gemeenschappelijke vennootschapsbelasting, inkomsten uit een financiële transactietaks of de ontwikkeling van een solidariteitsmechanisme tussen lidstaten voor de financiering van een minimale werkloosheidsuitkering.

Indien de Europa 2020-doelstellingen niet als absolute prioriteit worden beschouwd van de EU de komende jaren, zal de strategie zonder enig twijfel mislukken. Men zal de crisis niet kunnen gebruiken als excuus voor deze mislukking.

Een extra uitdaging bestaat erin om de diversiteit tussen de centrale Europese landen en de lidstaten aan de rand van de EU te verzoenen met hun verbondenheid. De eurozone kan hierin een rol spelen indien het zich kan profileren als een ruimte van economische en sociale interactie.

Het is duidelijk dat de democratische legitimiteit versterkt moet worden zodat de noodzakelijke maatregelen om de Europa 2020-strategie uit te voeren, aanvaard kunnen worden door de burgers. In dat opzicht zal het Europees Parlement zich ook moeten aanpassen aan de realiteit van de eurozone. Enkel zo zal de burger de extremistische en populistische discours achter zich laten en zal de Europese Unie sterker uit de huidige crisis komen.

3. Gedachtewisseling

Een vertegenwoordiger van de Nederlandse Tweede Kamer stelde dat COSAC zich meer moest concentreren op « *Best Practices* » en verwees naar het belang van de tweede gele kaart die door de nationale parlementen in het kader van de subsidiariteitscontrole was uitgereikt. *De heer Sefcovic* en *mevrouw Beres* bevestigden het belang van de « *Best Practices* ». Een goed voorbeeld hiervan is de actieve samenwerking tussen de parlementen en de Europese instellingen via de organisatie van Europese dagen. Men moet echter verder durven gaan en ook intern beleid meer op elkaar afstemmen.

Des questions ont été posées au sujet de la problématique du gaspillage alimentaire et du chômage des jeunes. Les objectifs de la stratégie Europe 2020 en matière d'enseignement ont également été abordés. *Mme Beres* s'est référée au Parlement européen, pour qui le gaspillage alimentaire constitue une priorité législative. Il s'agit d'une initiative que la Commission européenne soutiendra pleinement. En ce qui concerne le chômage des jeunes et l'enseignement, la garantie pour la jeunesse, telle qu'elle a été convenue au Conseil européen, a été jugée très positive, tandis que l'enseignement reste un investissement à long terme qui ne pourra pas pâtir de mesures d'économie. *M. Sefcovic* a appelé les Parlements nationaux à contrôler leurs gouvernements respectifs afin qu'ils instaurent la garantie pour la jeunesse. Les pays candidats à l'adhésion ont été invités à mettre en œuvre la stratégie Europe 2020 dans leur propre politique, même s'ils ne sont pas encore membres de l'Union européenne.

En réponse à la question de savoir si les parlements nationaux avaient un rôle à jouer dans la stratégie Europe 2020, *Mme Beres* a souligné l'importance de la complémentarité des budgets européens et nationaux, ainsi que du rôle des Parlements nationaux et des autorités budgétaires nationales, si on veut aboutir à de bons résultats.

Certaines personnes présentes ont fait référence aux disparités croissantes entre le nord et le sud de l'Europe en ce qui concerne les possibilités d'investissement (un taux d'intérêt de 2 % est par exemple applicable dans le nord, contre 10 % dans le sud). Ne serait-il pas préférable d'adapter la stratégie Europe 2020 à la conjoncture économique actuelle ?

M. Michael Connarty de la Chambre des communes britannique s'est demandé pourquoi un État membre devrait abandonner son droit individuel au développement d'un programme économique spécifique en faveur d'une « économie basée sur un planning soviétique ».

M. Herman De Croo, membre de la Chambre des représentants, a posé différentes questions concernant le coût du travail, la compétitivité, les prix de l'énergie, l'enseignement et le manque de compétences linguistiques. *Mme Beres* a répondu que la limitation du coût du travail serait une manière inadéquate de réagir à la concurrence avec les pays à faible coût de main-d'œuvre. En effet, le coût du travail sera toujours plus élevé en Europe eu égard à la nécessité de maintenir le modèle social européen. En ce qui concerne l'enseignement, l'intervenante a confirmé que la reconnaissance des diplômes dans l'ensemble de l'Union européenne représentait encore un grand défi.

M. Sefcovic a souligné que l'UE avait dans l'ensemble bien géré la crise. Même si l'imbrication des économies européennes n'a pas été suffisamment

Vragen waren er betreffende de problematiek rond de verspilling van voedsel en betreffende de jeugdwerkloosheid. Ook de doelstellingen van de Europa 2020-strategie inzake onderwijs werden aangekaart. *Mevrouw Beres* verwees naar het Europees Parlement dat van de voedselverspilling een wetgevende prioriteit wil maken. De Europese Commissie zal dit volmondig steunen. Betreffende jeugdwerkloosheid en onderwijs werd de zogenaamde jeugdgarantie zoals overeengekomen in de Europese Raad als zeer positief ervaren, terwijl onderwijs een investering op lange termijn blijft dat niet het slachtoffer mag worden van besparingen. *De heer Sefcovic* riep de nationale Parlementen op om de eigen regeringen te controleren opdat zij de jeugdgarantie zouden invoeren. De kandidaat-lidstaten werd opgeroepen de Europa 2020-strategie toe te passen in het eigen beleid, ook al is men nog geen lid van de Europese Unie.

Mevrouw Beres benadrukte de complementariteit van de Europese en nationale budgetten en de rol van de nationale parlementen als nationale begrotingsautoriteiten, om tot duidelijke resultaten te komen, in antwoord op de vraag of de nationale Parlementen een rol te spelen hadden in de Europa 2020-strategie.

Sommige aanwezigen verwezen naar de groeiende kloof tussen het noorden en het zuiden van Europa inzake investeringsmogelijkheden (zo is er een interestvoet van 2 % in het noorden tegenover 10 % in het zuiden). Zou de Europa 2020-strategie niet beter moeten worden aangepast aan de huidige economische omstandigheden ?

De heer Michael Connarty van het Britse Lagerhuis vroeg zich af waarom een lidstaat zijn individuele recht op de ontwikkeling van een eigen economisch programma, zou moeten opgeven voor een « economie gebaseerd op een Sovjetplanning ».

De heer Herman De Croo, lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, stelde verschillende vragen inzake arbeidskost, competitiviteit, energieprijzen, onderwijs en het gebrek aan taalvaardigheden. *Mevrouw Beres* antwoordde dat de beperking van de arbeidskost een slechte manier zou zijn om de concurrentie met de lageloonlanden aan te pakken. De arbeidskost zou immers altijd hoger blijven in Europa om het Europees sociaal model in stand te houden. Wat onderwijs betreft bevestigde ze dat er nog een grote uitdaging ligt in de erkenning van diploma's in de hele Europese Unie.

De heer Sefcovic benadrukte dat de EU de crisis in het algemeen goed had aangepakt. Ondanks het feit dat de verbondenheid van de Europese economieën

explorée et que les instruments adéquats pour faire véritablement face à la crise faisaient encore défaut, la réaction de l'UE a été suffisante pour pallier les pires conséquences de la crise. De plus, cette réaction bénéficiait d'un soutien démocratique et résultait d'une grande solidarité entre les États membres.

Enfin, l'importance d'un équilibre entre économie et politique sociale a également été soulignée. Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer l'importance des investissements sociaux et du financement d'une croissance durable. Il serait également intéressant de mettre au point une étude sur l'impact des migrations sur les systèmes sociaux.

III. RÉUNION DU MARDI 29 OCTOBRE 2013 (MATIN)

A. Le Forum des femmes de la COSAC

Mme Marija Aušrinė Pavilionienė (Lituanie), qui a été élue présidente du Forum, parcourt la déclaration — annexée au présent rapport (1) — par laquelle les participantes à la COSAC ont créé ce forum.

L'intervenante ajoute que ce Forum a lancé un appel aux autorités ukrainiennes en leur demandant instamment de respecter les droits humains, la démocratie et l'État de droit, qu'il salue les progrès réalisés par ce pays dans la mise en œuvre des principes de l'accord d'association avec l'Union et qu'il appelle l'Ukraine à juger Mme Timochenko dans les meilleurs délais et avec toute l'impartialité requise.

B. La légitimité démocratique et le rôle des Parlements au sein de l'Union européenne

1. Exposé de Mme Eva Kjer Hansen, présidente de la commission des Affaires européennes du Parlement danois

Mme Eva Kjer Hansen se réjouit, à l'occasion de cette cinquantième conférence de la COSAC, de l'influence grandissante du Parlement européen et des Parlements nationaux ces dernières années.

Mais elle souligne que la COSAC devra réfléchir à la manière dont elle pourra renforcer cette influence dans le futur tout en ne perdant pas de vue que les mesures d'économie drastiques auxquelles plusieurs États membres ont dû se résoudre ont érodé le soutien du citoyen pour l'Union.

(1) Voir le doc. 5-2196/2 — 53-3307/1. Ce document n'est pas disponible en version papier, mais consultable sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre des représentants.

onvoldoende in kaart was gebracht en de juiste instrumenten nog niet aanwezig waren om de crisis echt het hoofd te bieden, was de reactie van de EU voldoende om de ergste gevolgen van de crisis het hoofd te bieden. Deze reactie was overigens democratisch ondersteund en was het gevolg van een grote solidariteit tussen de lidstaten.

Ten slotte werd er nog verwezen naar het belang van een evenwicht tussen economie en sociaal beleid. Daarnaast kan men het belang van sociale investeringen en het financieren van duurzame groei niet onderschatten. Het zou tevens interessant zijn om een studie op te zetten over de impact van migratie op sociale systemen.

III. VERGADERING VAN DINSDAGOGHTEND 29 OKTOBER 2013

A. Het COSAC Vrouwenforum

Mevrouw Marija Aušrinė Pavilionienė (Litouwen) die tot voorzitter van dit forum werd gekozen, overloopt de verklaring, toegevoegd als bijlage aan dit verslag (1), waarmee het door de vrouwelijke deelnemers aan COSAC werd opgericht.

Spreekster voegt daaraan toe dat dit forum een oproep gelanceerd heeft waarin het de Oekraïense overheid met aandrang verzoekt de mensenrechten, de democratie en de rechtsstaat te respecteren, de vooruitgang van dat land bij het implementeren van de beginselen van de Associatieovereenkomst met de Unie verwelkomt en Oekraïne oproept om onverwijld en zonder zweem van selectieve vervolging mevrouw Timosjenko te berechten.

B. Democratische legitimiteit in de Europese Unie en de rol van de Parlementen in de Europese Unie

1. Uiteenzetting door mevrouw Eva Kjer Hansen, voorzitter van het commissie voor Europese Zaken van het Deens Parlement

Eenzijds verheugt *mevrouw Eva Kjer Hansen* er zich bij deze vijftigste COSAC-vergadering over dat de invloed van het Europees Parlement en de nationale Parlementen over de jaren geleidelijk is toegenomen.

Anderzijds benadrukt zij dat COSAC zich er zal moeten over beraden hoe zij deze invloed in de toekomst zal kunnen doen toenemen zonder uit het oog te verliezen dat de zware besparingsmaatregelen waartoe een aantal lidstaten genoopt waren, de steun van de burger voor de Unie hebben uitgehouden.

(1) Zie Stuk nr. 5-2196/2 — 53-3307/1. Dit stuk is niet op papier beschikbaar, maar op de websites van de Senaat en van de Kamer van volksvertegenwoordigers raadpleegbaar.

À l'approche des élections européennes de 2014, les Parlements nationaux sont donc confrontés à un déficit croissant de légitimité démocratique et de responsabilité. Si l'approfondissement de l'Union économique et monétaire a permis d'apporter une réponse à la dernière crise, la coopération qui s'est ainsi mise en place, avec tout le processus d'intégration financier, budgétaire et économique que cela implique, ne repose cependant pas sur une assise démocratique suffisante. Les pouvoirs accrus dont le Conseil et la Commission disposent dans le cadre de l'évaluation des projets de budgets nationaux représentent en effet un déficit démocratique auquel il faut remédier.

Le Parlement européen est un représentant important du citoyen européen, mais il ne parvient pas à combler le fossé existant en termes de politique économique et financière. À ce jour, en effet, ce sont toujours les Parlements nationaux qui définissent cette politique, sans compter qu'ils servent aussi de relais : c'est par eux, en effet, que les revendications des citoyens parviennent aux instances européennes et par eux aussi que les décisions européennes parviennent jusqu'au citoyen.

Il faudra donc faire en sorte que les Parlements nationaux participent effectivement au processus décisionnel européen. Cette participation ne devra pas se réduire à la simple formulation d'objections en matière de subsidiarité. Pour cela, il faut non pas de nouvelles institutions, mais bien de nouveaux instruments. C'est ainsi que le Danemark, par exemple, vient d'instaurer le semestre national. Il permet au Parlement danois de questionner systématiquement les ministres dans le cadre de la présentation de l'examen annuel de la croissance, du dépôt du programme de réforme national et du débat sur les recommandations propres à chaque pays.

Ainsi, on pourrait concevoir un dialogue politique qui aille plus loin que l'initiative Barroso, même si celle-ci a déjà été sensiblement renforcée en 2006 par l'engagement de la Commission de répondre aux observations et aux questions des Parlements nationaux, d'une part, et de donner la possibilité de faire convoquer ses membres devant des commissions parlementaires, d'autre part. Dans ce contexte, Mme Hansen pense à l'octroi d'un droit d'initiative sur les questions européennes aux Parlements nationaux. Cela ne nécessiterait aucune modification de traité : il suffirait, tout comme en 2006, d'un engagement politique de la Commission européenne. Cela étant, si les Parlements nationaux rechignent, comme ils le font déjà aujourd'hui, à utiliser les instruments mis à disposition, tout cela ne servira à rien.

Il faudra aussi qu'ils apprennent à collaborer. Cette collaboration devra être informelle, opérationnelle et axée sur la recherche de solutions. Et de citer l'exemple de la réunion de quatorze Parlements,

Met het oog op de Europese verkiezingen van 2014 worden de nationale Parlementen dus geconfronteerd met een groeiend gebrek aan democratische legitimiteit en verantwoordelijkheid. De laatste crisis werd dan wel afgewend door de verdieping van de Economische en Monetaire Unie maar deze samenwerking, met haar geïntegreerde financiële, budgettaire en economische samenwerking, werd onvoldoende democratisch verankerd. De toegenomen bevoegdheden van Raad en Commissie bij het beoordelen van de nationale ontwerpbegrotingen vormen immers een democratisch deficit dat moet worden rechtgezet.

Het Europees Parlement is een belangrijke vertegenwoordiger van de Europese burger maar het slaagt er niet in de kloof op het vlak van het economisch en financieel beleid te dichten. Het zijn immers nog altijd de nationale Parlementen die dit bepalen. Daarenboven vormen deze laatste de kanalen waarlangs zowel de verzuchtingen van hun burgers naar het Europees vlak worden getild als waarlangs de Europese beslissingen de burger bereiken.

Het zal dus nodig zijn om de nationale Parlementen daadwerkelijk te betrekken bij de Europese besluitvorming. Deze betrokkenheid zal meer om het lijf moeten hebben dan het louter opstellen van subsidiariteitsbezwaren. Zij vergt evenwel geen nieuwe instellingen, wel nieuwe instrumenten. Zo werd in Denemarken onlangs het nationaal semester ingevoerd. Dit stelt het Deens Parlement in staat de ministers telkens te ondervragen voor de publicatie van de Jaarlijkse Groeianalyse, de indiening van het Nationaal Hervormingsprogramma en het debat over de landenspecifieke aanbevelingen.

Zo kan men zich een politieke dialoog voorstellen die verder gaat dan het zogenaamde «Barroso-initiatief» ook al werd dit sedert 2006 reeds gevoelig versterkt door het engagement van de Commissie om de opmerkingen en de vragen van de nationale Parlementen te beantwoorden, enerzijds, en de mogelijkheid te bieden om haar leden vóór parlementaire commissies te laten verschijnen, anderzijds. Mevrouw Hansen denkt in deze context — bijvoorbeeld — aan het toekennen van een initiatiefrecht inzake Europese aangelegenheden aan de nationale Parlementen. Een verdragswijziging is hiervoor niet nodig: net als in 2006 zou een politiek engagement van de Europese Commissie volstaan. Dit alles zal echter geen zoden aan de dijk brengen indien de nationale Parlementen blijven aarzelen om ook de reeds bestaande instrumenten te gebruiken.

Nationale parlementen zullen tevens moeten leren samenwerken. Deze samenwerking dient informeel, operationeel en oplossingsgericht te zijn. De recente vergadering in Kopenhagen van veertien Parlementen

organisée récemment à Copenhague autour du thème «*Free Movement of Workers and National Welfare Systems*». On constate en effet ces dernières années que les nouvelles conférences interparlementaires de grande envergure ont un impact plutôt restreint sur la politique.

L'intervenante conclut en disant que le rétablissement de la confiance du citoyen dans l'Europe est trop important pour être laissé aux gouvernements.

2. Exposé de M. Dominic Hannigan, président de la commission mixte des Affaires européennes des Chambres législatives irlandaises

M. Dominic Hannigan constate que la baisse du taux de participation aux élections européennes illustre pour la énième fois la perte de confiance dans les institutions européennes alors que les compétences du Parlement ont été renforcées. Du fait des mesures à caractère principalement exécutoire prises pour conjurer la crise, on a en outre l'impression que les Parlements nationaux perdent en influence, et ce, malgré les nouvelles initiatives auxquelles ils sont impliqués. Tout ceci a conduit le citoyen à se désintéresser de l'Europe. En effet, les dirigeants des institutions européennes ne sont pas parvenus à démontrer la nécessité des mesures strictes qu'ils ont prises. Peut-être est-ce parce qu'ils se rendent compte qu'ils sont trop éloignés des citoyens car ces derniers considèrent toujours leur Parlement national ainsi que les membres de celui-ci comme point de référence.

Les élections européennes qui approchent pourraient offrir, dans ce contexte, l'occasion parfaite de fournir les explications nécessaires sur l'avenir de l'Europe. Ces élections risquent toutefois d'être éclipsées par la politique nationale ou utilisées pour bloquer l'Union. Que faire pour y remédier ?

Au niveau de l'Union européenne, l'intervenant pense entre autres à interdire les logos représentant des partis nationaux, à réduire le nombre de membres du Parlement européen élus sur des listes de partis et à ne plus désigner de suppléants de sorte qu'il faille chaque fois — lorsque le titulaire disparaît — procéder à une réélection.

Au niveau de l'État membre, il faut avant tout utiliser et optimiser les moyens existants : augmenter le nombre d'avis motivés, améliorer les procédures relatives à la carte jaune et à la carte orange, renforcer la communication entre la Commission européenne et les Parlements nationaux et multiplier les contacts bilatéraux et multilatéraux entre ces derniers. Il faut aussi penser à de nouvelles compétences pour les Parlements nationaux, comme le droit d'initiative.

rond het thema «*Free Movement of Workers and National Welfare Systems*» wordt hiervan als voorbeeld genoemd. Uit het recente verleden is immers gebleken dat de weerslag op het beleid van de nieuwe, grootschalig opgezette interparlementaire conferenties eerder gering is.

Spreekster besluit door te stellen dat het herstel van het vertrouwen van de burger in Europa té belangrijk is om aan de regeringen over te laten.

2. Uiteenzetting door de heer Dominic Hannigan, voorzitter van de gemeenschappelijke commissie voor Europese Zaken van de Ierse Wetgevende Kamers

De heer Dominic Hannigan stelt vast dat de dalende opkomst voor de Europese verkiezingen het zoveelste bewijs is dat het vertrouwen in de EU-instellingen afneemt terwijl de bevoegdheden van het Europees Parlement zijn toegenomen. Ingevolge de sterk uitvoerend getinte maatregelen om de crisis te bezweren, heerst daarenboven de indruk dat — ondanks de nieuwe initiatieven waarbij zij betrokken zijn — de invloed van de nationale Parlementen afneemt. Dit alles heeft ertoe geleid dat de burger vervreemd geraakt is van de Europese zaak. De leiders van de EU-instellingen zijn er immers niet in geslaagd de noodzaak van de strenge maatregelen aan te tonen. De reden hiervoor zou kunnen zijn dat zij beseffen dat zij te ver van de burger verwijderd zijn omdat deze laatste nog steeds zijn nationaal Parlement en de leden daarvan als referentiepunt beschouwt.

De nakende Europese verkiezingen zouden in dit opzicht een uitgelezen mogelijkheid kunnen bieden om de nodige uitleg te verstrekken over de toekomst van Europa. Het risico bestaat evenwel dat deze verkiezingen overschaduwde zullen worden door de nationale politiek of dat zij aangegrepen zullen worden om de Unie te blokkeren. Wat kan daartegen worden ingebracht ?

Op EU-niveau denkt spreker onder meer aan een verbod op nationale partijlogo's, het verminderen van het aantal leden van het Europees Parlement dat op partijlijsten wordt gekozen en het niet langer aanwijzen van plaatsvervangers waardoor — bij het verdwijnen van de titularis — telkens een hervervkiezing moet gebeuren.

Op het niveau van de lidstaat dienen vooreerst de bestaande middelen aangewend en geoptimaliseerd worden : meer gemotiveerde adviezen, de verbetering van de procedures voor de gele en de oranje kaart, het versterken van de communicatie tussen de Europese Commissie en de nationale Parlementen en meer bi- en multilaterale contacten tussen deze laatste onderling. Ook aan nieuwe bevoegdheden voor de nationale Parlementen, zoals het initiatiefrecht, moet gedacht

L'intervenant déplore toutefois que ces contacts aient toujours lieu selon la méthode conflictuelle.

Enfin, M. Hannigan souligne l'importance de développer des instruments permettant de regagner la confiance des citoyens européens.

3. Exposé de M. Hans-Gert Pöttering, membre et ancien président du Parlement européen

M. Hans-Gert Pöttering souligne qu'un long chemin a déjà été parcouru en matière de coopération interparlementaire. À l'avenir, il faudra continuer de veiller au bon fonctionnement des institutions européennes. Le dialogue et la communication revêteront une importance cruciale à cet égard. En effet, Jean Monnet soulignait déjà que « rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions ».

Il faudra en outre s'efforcer de garantir la démocratie à tous les niveaux de cet ensemble complexe, du niveau communal à celui de l'Union. Dans ce contexte, le Parlement européen et les Parlements nationaux poursuivent le même objectif.

L'intervenant est convaincu que les mesures intergouvernementales ont été prises par nécessité, mais qu'elles devront à terme, tout comme les dispositions Schengen, faire partie du droit de l'UE.

En parcourant le rôle des différents acteurs, l'intervenant souligne que le Parlement européen possède une légitimité *sui generis*, si bien que les comparaisons avec les situations nationales sont dépourvues de sens.

La Commission européenne est invitée à formuler moins de propositions. Il n'est en effet pas nécessaire de tout harmoniser !

Les Parlements nationaux ont pour mission de contrôler leur gouvernement respectif. De nouvelles institutions ne sont donc pas requises.

L'intervenant conclut en disant que le droit doit avoir le pouvoir et non l'inverse.

4. Échange de vues

Premier participant à ce débat, Lord Timothy Boswell of Aynho (Chambre des lords, Royaume-Uni) souligne que le Parlement européen et les Parlements nationaux sont complémentaires et imbattables lorsqu'ils interviennent de concert. Cela exige cependant un renforcement permanent des mécanismes de coopération. D'autres recommandations de nature institutionnelle sont ensuite formulées lors de la

worden. Spreker betreurt evenwel dat deze contacten momenteel nog steeds volgens de conflictmethode blijken te verlopen.

Tot slot benadrukt de heer Hannigan het belang van het zoeken naar instrumenten om het vertrouwen van de burger in Europa terug te winnen.

3. Uiteenzetting door de heer Hans-Gert Pöttering, lid en voormalig voorzitter van het Europees Parlement

De heer Hans-Gert Pöttering benadrukt dat men op het vlak van de interparlementaire samenwerking reeds een lange weg heeft afgelegd. In de toekomst zal men ervoor moeten blijven ijveren om de goede werking van de EU-instellingen te waarborgen. Dialoog en communicatie zullen hierbij van cruciaal belang zijn. Jean Monnet zei het immers al : « niets is mogelijk zonder de mensen, niets is duurzaam zonder instellingen ».

Daarnaast zal men zich moeten inspannen om binnen dat complex geheel de democratie op alle niveaus, van het gemeentelijke tot dit van de Unie, te waarborgen. In deze context dienen het Europees Parlement en de nationale Parlementen hetzelfde doel.

Spreker is ervan overtuigd dat de intergouvernementele maatregelen uit noodzaak werden genomen maar dat zij — net zoals de Schengenvoorzieningen — op termijn deel zullen moeten gaan uitmaken van het EU-recht.

Bij het overlopen van de rol van de verschillende actoren onderstreept hij dat het Europees Parlement een legitimiteit *sui generis* bezit waardoor vergelijkingen met nationale toestanden zinloos zijn.

De Europese Commissie wordt opgeroepen om minder voorstellen te formuleren : het is immers niet nodig om alles te harmoniseren !

De opdracht van de nationale Parlementen bestaat erin toezicht te houden op hun respectieve regeringen. Nieuwe instellingen zijn dus niet vereist.

Spreker concludeert door te stellen dat het recht de macht moet hebben en niet vice versa.

4. Gedachtewisseling

Als eerste deelnemer aan dit debat benadrukt Lord Timothy Boswell of Aynho (House of Lords, Verenigd Koninkrijk) dat het Europees Parlement en de nationale Parlementen weliswaar complementair zijn maar dat zij — wanneer zij als een team optreden — onverslaanbaar zijn. Dit vergt echter een voortdurende versterking van de samenwerkingsmechanismen. Op deze tussenkomst volgen verdere aanbevelingen van

réunion. Elles portent sur une meilleure implication des Parlements nationaux dans les différentes étapes du Semestre européen (Hongrie), la présentation des institutions de l'UE d'une manière intelligible pour le citoyen (Finlande), une totale transparence au niveau de l'UE (Grèce) et le constat que seuls les Parlements nationaux peuvent voir leur responsabilité engagée directement (Suède).

En guise de réponse, les intervenants soulignent que les mécanismes existants doivent être mieux utilisés et que la création de nouvelles institutions n'est absolument pas indiquée. Les membres des Parlements nationaux doivent néanmoins serrer les rangs et la coopération interparlementaire doit être élargie à de nouveaux domaines de compétences comme la sécurité et la défense. *M. Pöttering* explique qu'en vertu de l'article 12.a) du Traité sur l'Union européenne, les Parlements nationaux peuvent actuellement déjà être « informés par les institutions de l'Union et [recevoir] notification des projets d'actes législatifs de l'Union ».

Le rôle des Parlements nationaux au niveau de l'UE est décrit comme « marginal » par un représentant italien; un collègue portugais indique que les Parlements nationaux doivent mettre leurs compétences budgétaires en conformité avec la représentation démocratique et du côté du Royaume-Uni, on laisse entendre que le citoyen ne s'identifie traditionnellement qu'aux Parlements de son pays et que par conséquent, une modification de traité s'impose.

Mme Hansen plaide pour qu'on utilise plus efficacement les institutions existantes au lieu de s'engager dans un long et fastidieux processus de modification de traité. *M. Pöttering* relève que la critique vise le niveau administratif qui est le plus éloigné du citoyen; les États membres ne doivent toutefois pas perdre de vue qu'ils ont contracté les obligations librement et de leur propre chef, ce que confirme *M. Duff* (Parlement européen) en disant que la souveraineté nationale émane des Parlements nationaux mais que ceux-ci ne participent pas au processus législatif au niveau de l'UE.

Un participant polonais admet que l'on rend actuellement l'Union responsable de problèmes qui devraient en fait être réglés au niveau national. *M. Pöttering* pense que les matières nationales doivent évidemment être réglées au niveau national et que les matières européennes doivent l'être au niveau de l'UE, mais qu'il existe aussi une « zone grise ». *Mme Hansen* souligne qu'il faut restaurer la confiance du citoyen d'abord envers ses mandataires politiques, puis envers les institutions. *M. Hannigan* conclut que pour les jeunes d'aujourd'hui, l'argument de la paix en Europe ne suffit plus.

institutionele aard in verband met het beter betrekken van de nationale Parlementen bij de verschillende stappen van het Europees Semester (Hongarije), het voorstellen van de EU-instellingen op een voor de burger bevattelijke manier (Finland), totale transparantie op EU-vlak (Griekenland) en de vaststelling dat alleen de nationale Parlementen rechtstreeks aansprakelijk gesteld kunnen worden (Zweden).

In antwoord hierop benadrukken de sprekers dat de bestaande mechanismen beter moeten worden aangevend en dat nieuwe instellingen volstrekt niet aangewezen zijn; wel moeten de leden van de nationale Parlementen de rangen sluiten en dient de interparlementaire samenwerking te worden uitgebreid tot nieuwe beleidsterreinen zoals veiligheid en defensie. *De heer Pöttering* verduidelijkt dat de nationale Parlementen zich krachtens artikel 12.a) van het VEU nu reeds « door de instellingen van de Unie (...) kunnen laten informeren en (...) zich ontwerpen van wetgevingshandelingen van de Unie kunnen laten toezenden ».

De rol van de nationale Parlementen op EU-vlak wordt door een vertegenwoordiger uit Italië als « marginaal » omschreven; een collega uit Portugal stelt dat deze Parlementen hun bevoegdheden op begrotingsvlak in overeenstemming moeten brengen met de democratische vertegenwoordiging en uit het Verenigd Koninkrijk klinkt het dat de burger zich van oudsher alleen met zijn nationaal Parlementen vereenzelvigt en dat een verdragswijziging zich daarom opdringt.

Mevrouw Hansen pleit voor het beter aanwenden van de bestaande instellingen eerder dan zich andermaal op een vermoeiende en lange verdragswijziging te moeten richten. *De heer Pöttering* valt het op dat de kritiek gericht is op het bestuurlijk niveau dat het verst van de burger verwijderd is; de lidstaten mogen echter niet uit het oog verliezen dat zij de verplichtingen zelf en uit vrije wil zijn aangegaan. Dit laatste wordt beaamd door de heer Duff (Europees Parlement): de nationale Parlementen zijn de bron van nationale soevereiniteit maar nemen niet deel aan het wetgevingsproces op EU-niveau.

Een deelnemer uit Polen geeft toe dat de Unie momenteel de schuld krijgt voor problemen die eigenlijk op nationaal niveau geregeld zouden moeten worden. *De heer Pöttering* is van mening dat nationale aangelegenheden vanzelfsprekend op nationaal niveau en EU-aangelegenheden op EU-niveau een oplossing moeten krijgen maar dat er ook een « gemengde zone » bestaat. *Mevrouw Hansen* beklemtoont dat in de eerste plaats het vertrouwen van de burger in zijn politici hersteld moet worden, daarna dit in de instellingen. *De heer Hannigan* besluit dat voor de jongeren van vandaag het argument van vrede in Europa niet meer volstaat.

En réaction à l'intervention de participants italiens et croates concernant respectivement l'importance d'une Europe sociale et la nécessité de mettre en œuvre une politique sociale en vue de garantir une meilleure distribution de la richesse, *M. Hannigan* renvoie au « *Youth Guarantee Scheme* » pour attester l'émergence d'une politique sociale en Europe. *M. Pöttering* rappelle toutefois que ce sont les États membres eux-mêmes qui doivent résoudre leur problème de chômage des jeunes, mais que l'augmentation des moyens pour les projets Erasmus prouve que l'Union aussi peut apporter sa contribution dans ce domaine.

En réponse à la proposition d'un participant suédois prévoyant d'instaurer un contrôle de conformité préalable et plus efficace des propositions de la Commission au regard de la législation nationale, *M. Pöttering* répond que le Parlement européen devrait pouvoir renvoyer les propositions de la Commission.

M. Herman De Croo, membre de la Chambre des représentants, indique que l'on peut difficilement surestimer l'importance des prochaines élections européennes, mais que l'on peut aussi voir celles-ci comme un exercice d'humilité. Selon l'intervenant, il y a, au rang des défis concrets, l'instauration de l'obligation générale de vote et la constitution de circonscriptions électorales plus grandes.

À cet égard, un membre de la Chambre des communes britannique dénonce l'inégalité en termes de représentation au Parlement européen. Dans sa réplique, *Mme Hansen* plaide pour que l'on tire parti des potentialités offertes par le Traité de Lisbonne afin de progresser dans les dossiers avec la diligence voulue.

Pour conclure, *M. Pöttering* tient à souligner le rôle qu'a joué Wilfried Martens, récemment décédé, dans le développement de l'Union européenne.

C. L'agenda numérique : défis et perspectives

1. *Exposé sur la « sécurité cybernétique », de M. Rudolf Peter Roy, chef de division de la Politique de sécurité et des Sanctions du Service européen d'action extérieure*

M. Rudolf Peter Roy rappelle que l'économie numérique occuperait le cinquième rang mondial si elle était une économie nationale. Le nombre d'internautes s'élève à 2,4 milliards en 2013 et devrait doubler d'ici 2020.

In reactie op de tussenkomst van Italiaanse en Kroatische deelnemers over respectievelijk het belang van de « sociale EU » en de nood aan een sociaal beleid in dienst van een betere distributie van de rijkdom verwijst *de heer Hannigan* naar het « *Youth Guarantee Scheme* » als bewijs van een ontluikende sociale EU. *De heer Pöttering* herinnert er echter aan dat de lidstaten zelf moeten instaan voor het oplossen van hun jeugdwerkloosheid maar dat de verhoging van de middelen voor de Erasmusprojecten bewijst dat de Unie hierbij kan bijspringen.

Op de suggestie van een Zweeds deelnemer om Commissievoorstellen beter en voorafgaandelijk met het nationaal niveau af te toetsen antwoordt *de heer Pöttering* dat het Europees Parlement Commissievoorstellen zou moeten kunnen terugzenden.

De heer Herman De Croo, lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, stelt dat het belang van de komende Europese verkiezingen moeilijk overschat kan worden maar dat zij ook een les in nederigheid zijn. Als concrete uitdagingen poneert spreker vervolgens de vragen naar de invoering van de algemene opkomstplicht en naar grotere kiesomschrijvingen.

In datzelfde kader klaagt een lid van het Britse *House of Commons* de ongelijkheid qua vertegenwoordiging in het Europees Parlement aan. In haar repliek roept *mevrouw Hansen* op de door het Verdrag van Lissabon geboden mogelijkheden aan te grijpen om met bekwame spoed aan de slag te gaan.

Als besluit neemt *de heer Pöttering* de gelegenheid te baat om de rol van de onlangs overleden Wilfried Martens in de ontwikkeling van de Europese Unie te onderlijnen.

C. De digitale agenda : uitdagingen en perspectieven

1. *Uiteenzetting betreffende « Cyber Security » door de heer Rudolf Peter Roy, hoofd van de dienst voor Veiligheidsbeleid en Sancties van de Europese Dienst voor extern optreden*

De heer Rudolf Peter Roy herinnert eraan dat de internetgerelateerde economie tot de vijf belangrijkste van de wereld zou behoren indien zij een nationale economie zou zijn. In 2013 zijn er 2,4 miljard internetgebruikers en dit aantal zal tegen 2020 verdubbeld zijn.

Le numérique, s'il apporte des avantages considérables, est tout de même vulnérable, comme le fait apparaître le nombre croissant d'incidents causés par des erreurs ou par des catastrophes naturelles, mais qui peuvent être aussi criminels, terroristes, politiques ou même orchestrés par l'État.

Ces incidents ont conduit la Commission européenne à publier sa Stratégie de cybersécurité le 7 février 2013 (JOIN(2013)1). Parcourant le contenu de ce document et les objectifs qui y figurent, l'intervenant souligne l'approche holistique qui traite à la fois d'aspects du marché intérieur et d'aspects de la politique intérieure et extérieure. Cette stratégie était accompagnée de la proposition de directive concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et de l'information dans l'Union (COM(2013)48).

Ce paquet est fondé sur trois priorités. La première de ces priorités consiste à promouvoir les valeurs essentielles de l'Union dans le cyberspace. Ceci signifie, entre autres, garantir en tout temps l'égalité d'accès à Internet.

La deuxième garantie consiste à préserver le cyberspace. En tant qu'acteurs responsables, les États devront convenir de « mesures de confiance » stipulant ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Ceci implique — tout comme c'est déjà le cas en matière nucléaire — l'ouverture de lignes de communication spéciales et un règlement des conflits éventuels en application du droit international humanitaire.

La troisième priorité concerne les connaissances et les capacités. Ceci signifie tout d'abord l'aménagement de réseaux fiables au sein desquels le secteur privé devra prendre l'initiative. À côté de cela, chaque État devra développer son propre modèle de coopération entre les secteur privé et public. Dans ce cadre, la formation et l'enseignement sont évidemment cruciaux tout comme la nécessité de prévoir un cadre légal adapté pour lutter contre la cybercriminalité. La « Convention de Budapest sur la cybercriminalité » constitue un excellent point de départ à cet égard.

Enfin, *M. Roy* assure que l'Union non seulement s'efforcera de concilier les meilleures pratiques de chaque État membre mais aspirera aussi à développer des synergies en vue d'améliorer la coordination du processus, de renforcer le respect des droits de l'homme et la construction de l'infrastructure et de prévoir la formation de base nécessaire.

Het internet brengt echter niet alleen enorme voordelen, het is ook kwetsbaar. Dit blijkt uit het toegenomen aantal incidenten ingevolge vergissingen of natuurrampen maar die ook een criminele, terroristische, politieke of zelfs staatsgestuurde grondslag kunnen hebben.

Daarom heeft de Europese Commissie op 7 februari 2013 haar Strategie inzake cyberbeveiliging gepubliceerd (JOIN(2013)1). Bij het overlopen van de inhoud en de doelstellingen van dit document benadrukt spreker de holistische benadering waarbij zowel aspecten van interne markt als van binnenlands en buitenlands beleid aan bod komen. Deze strategie was vergezeld van het voorstel van richtlijn houdende maatregelen om een hoog gemeenschappelijk niveau van netwerk- en informatiebeveiliging in de Unie te waarborgen (COM(2013)48).

Dit pakket berust op drie prioriteiten. De eerste daarvan is de waarborg van de kernwaarden van de Unie in *cyberspace*. Dit betekent met name het te allen tijde verzekeren van gelijke toegang tot het internet.

Als tweede prioriteit geldt dat de *cyberspace* gevrijwaard moet worden. Als verantwoordelijke actoren zullen de staten « vertrouwenwekkende maatregelen » moeten overeenkomen waarin gestipuleerd wordt wat aanvaardbaar is en wat niet. Dit houdt in dat — net zoals dat nu reeds het geval is voor nucleaire aangelegenheden — speciale communicatielijnen geopend zullen moeten worden en dat eventuele conflicten met toepassing van het internationaal humanitair recht dienen te worden afgehandeld.

De derde prioriteit betreft kennis en capaciteit. Dit betekent vooreerst de aanleg van betrouwbare netwerken waarin de privésector het voortouw moet nemen. Daarnaast zal elk land zijn eigen model moeten ontwikkelen waarin de privé- en de openbare sectoren samenwerken. Vanzelfsprekend zijn opleiding en onderwijs in dit kader van het allergrootste belang naast een aangepast wettelijk kader voor de bestrijding van de cybermisdaad. Met betrekking tot dit laatste is de « *Budapest Convention on Cyber-crime* » een uitstekend vertrekpunt.

Ten slotte verzekert *de heer Roy* dat de Unie zich niet alleen zal inspannen om een brug te slaan tussen de best practices van elk van haar lidstaten maar dat zij ook zal uitkijken naar mogelijke synergie-effecten ter verbetering van de aansturing van het proces, het respect voor de mensenrechten, de bouw van de infrastructuur en het voorzien van de nodige basisopleiding.

2. *Exposé sur les avantages pour le monde des entreprises, de M. Ilja Laurs, CEO de « Getjar », couronné meilleur manager européen de l'année 2011 par l'« European Business Press (EBP) »*

M. Ilja Laurs évoque les problèmes et défis auxquels sont actuellement confrontés les entreprises européennes de technologie en Europe. Concrètement, l'intervenant cite quatre raisons expliquant le retard de l'Europe en matière d'innovation.

La première tient dans l'absence de formation en entrepreneuriat, ce qui rend les choses particulièrement difficiles — notamment — pour les *starters*.

Deuxièmement, l'intervenant souligne les nombreuses prescriptions bureaucratiques qui régissent l'emploi. Ces dernières font clairement apparaître que l'Union ne prend pas en considération que 90 % des investissements dans l'innovation se soldent par un échec.

Troisièmement, l'intervenant dénonce l'absence d'une mentalité « axée sur l'innovation ». Il cite, à titre d'exemple, les dispositions trop restrictives en matière de temps de travail.

La quatrième raison tient dans la nature du financement. En Europe, celui-ci se fait principalement au moyen de subventions, avec toute la paperasserie administrative que cela suppose. En outre, cela implique que les échecs sont supportés par la communauté alors que les succès bénéficient à l'entrepreneur, ce qui est une ineptie fondamentale, d'après l'intervenant.

Enfin, M. Laurs présente le projet « Manifesto », dans le cadre duquel vingt jeunes entrepreneurs suggèrent une série d'idées concrètes pour développer un climat plus favorable à l'innovation au sein de l'UE.

3. *Échange de vues*

À la question de M. Denis Ducarme, membre de la Chambre des représentants, sur les raisons pour lesquelles l'Union ne vérifie pas si la Chine et la Russie procèdent elles aussi à des écoutes, M. Roy répond que la lutte contre l'espionnage est avant tout une matière nationale; dans la foulée, il évoque toutefois aussi l'assemblée du Conseil européen de décembre, au cours de laquelle cette question occupera une place de choix dans l'ordre du jour.

Dans sa réplique aux interventions de plusieurs participants grecs et maltais concernant la « rage réglementaire » européenne et le manque de confiance des entreprises qui paralysent l'action, M. Laurs souligne que le monde numérique crée très rapidement de la valeur économique. Il pense par exemple à la

2. *Uiteenzetting betreffende de voordelen voor het bedrijfsleven door de heer Ilja Laurs, CEO van « Getjar », winnaar van de « European Manager of the Year 2011 Award », uitgereikt door de « European Business Press (EBP) »*

De heer Ilja Laurs overloopt de problemen en uitdagingen waarmee technologie-ondernemers momenteel in Europa geconfronteerd worden. In concreto haalt spreker vier redenen aan waarom Europa achterop hinkt wanneer het over innovatie gaat.

De eerste is het gebrek aan opleidingen in ondernemerschap hetgeen de zaak bijzonder moeilijk maakt voor — met name — starters.

Ten tweede wordt gewezen op de talrijke bureaucratische voorschriften die de tewerkstelling regelen. Hieruit blijkt duidelijk dat de Unie geen rekening houdt met het feit dat 90 % van de innoverende investeringen mislukken.

Ten derde wordt het ontbreken van een « innovatie-gerichte » mentaliteit aangeklaagd. Als voorbeeld hiervan worden de al te beperkende bepalingen inzake de arbeidsduur aangehaald.

De vierde reden is de aard van de financiering. In Europa gebeurt deze voornamelijk door middel van subsidies met alle daarbij horende administratieve rompslomp. Daarenboven houdt dit in dat mislukkingen door de gemeenschap gedragen worden terwijl succes de ondernemer ten goede komt hetgeen spreker een fundamentele ongerijmdheid lijkt.

Ten slotte stelt de heer Laurs het project « Manifesto » voor waarin twintig jonge ondernemers een aantal concrete ideeën voor een innovatievriendelijker klimaat in de Unie suggereren.

3. *Gedachtewisseling*

Op de vraag van de heer Denis Ducarme, lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, naar de reden waarom de Unie nalaat te verifiëren of ook China en Rusland af luisteren, antwoordt de heer Roy dat spionagebestrijding in eerste instantie een nationale aangelegenheid is; in één adem verwijst hij evenwel ook naar de vergadering van de Europese Raad van december waar deze problematiek hoog aan de agenda zal staan.

In zijn repliek op de tussenkomsten van deelnemers uit Griekenland en Malta over de Europese reguleringsdrift en het gebrek aan ondernemersvertrouwen dat acties in de weg staat, beklemtoont de heer Laurs dat de digitale wereld zeer snel economische waarde creëert. Hij verwijst daarbij concreet naar de markt-

valeur de marché du phénomène des « apps », qui n'existaient même pas il y a cinq ans, ou à celle des jeux numériques. S'agissant de ces derniers, il rappelle que le bénéfice d'un seul jeu peut atteindre jusqu'à deux millions de dollars par jour. Il prévoit dès lors qu'à moyen terme, la moitié de la valeur économique globale sera liée au numérique.

Des représentants français et norvégiens plaident respectivement en faveur d'une stratégie d'innovation européenne et de la limitation de la bureaucratie pour les PME. En réponse à ce souhait, *M. Laurs* souligne que le financement public de l'innovation n'est pas efficace car il consiste à fournir d'abord les fonds de départ en attendant les idées, alors qu'il faudrait faire exactement l'inverse. En outre, cette façon de procéder induit un excès de bureaucratie.

La Slovénie et Chypre sont demandeurs d'une harmonisation de la législation tout en prêtant une attention particulière aux marchés plus restreints. *M. Roy* rétorque que cela requiert un cadre législatif communautaire. *M. Laurs* souligne que les petits pays peuvent être particulièrement innovants car ils n'ont pas de grands systèmes à mettre en mouvement.

En réaction à l'intervention d'un orateur polonais, *M. Laurs* confirme que les nouvelles technologies ne sont pas sans danger (25 % des divorces aux États-Unis seraient dus à *Facebook*). C'est pourquoi les gouvernements se doivent de réagir pour défendre leurs citoyens, mais en veillant à respecter l'équilibre entre régulation et liberté d'expression et d'opinion.

D. Contribution et conclusions de la L^e COSAC

Les deux documents ont été adoptés à l'unanimité et sont annexés au présent rapport.

M. Tragakis, président de la Commission des affaires européennes du parlement grec (*Vouli ton Ellinon*), remercie la présidence lituanienne pour l'organisation de la L^e COSAC et annonce que la prochaine Conférence des présidents de la COSAC et la LI^e COSAC auront lieu à Athènes à des dates à définir.

IV. ANNEXES (1)

1. Rapport de la Conférence des présidents de la COSAC

2. Conclusions de la L^e COSAC (disponibles uniquement en français et en anglais)

(1) Voir le doc. 5-2196/2 — 53-3307/1. Ce document n'est pas disponible en version papier, mais consultable sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre des représentants.

waarde van het fenomeen van de « apps » die vijf jaar niet eens bestonden, enerzijds, en naar deze van de digitale spelletjes, anderzijds. In de context van deze laatste herinnert hij eraan dat de winst van één enkel spel tot twee miljoen dollar per dag kan oplopen. Hij voorspelt dan ook dat op middellange termijn de helft van de globale economische waarde digitaal zal zijn.

Vertegenwoordigers uit Frankrijk en Noorwegen pleiten respectievelijk voor een EU-innovatiestrategie en voor de beperking van de bureaucratie voor kmo's. In zijn antwoord hierop benadrukt *de heer Laurs* dat openbare financiering van innovatie niet efficiënt is omdat zodoende eerst het startgeld geleverd wordt in afwachting dat de ideeën komen terwijl het precies andersom moeten zijn. Daarenboven houdt deze werkwijze teveel bureaucratie in.

Uit Slovenië en Cyprus komen oproepen naar een harmonisatie van de wetgeving met aandacht voor de kleinere markten. Hierop repliceert *de heer Roy* dat dit een gemeenschappelijk wetgevend kader vergt. *De heer Laurs* stelt dat kleine landen bijzonder vernieuwend kunnen zijn omdat zij geen grote systemen in beweging hoeven te zetten.

De heer Laurs bevestigt in zijn reactie op de interventie van een Pools spreker dat nieuwe technologieën niet zonder gevaar zijn (Zo zijn 25 % van de echtscheidingen in de Verenigde Staten te wijten aan *Facebook*). Daarom moeten de regeringen reageren ter verdediging van hun burgers maar met inachtneming van het evenwicht tussen regulering en vrijheid van meningsuiting.

D. Bijdrage en Conclusies van de Lste COSAC

Beide documenten werden eenparig aangenomen en zijn toegevoegd als bijlage aan dit verslag.

De heer Tragakis, voorzitter van de Commissie voor EU-aangelegenheden van het Griekse *Vouli ton Ellinon*, dankt het Litouws voorzitterschap voor de organisatie van de Lste COSAC en kondigt aan dat de volgende COSAC voorzittersvergadering en de LIste COSAC in Athene zullen plaatsvinden op nog nader te bepalen data.

IV. BIJLAGEN (1)

1. Verslag van de vergadering van de voorzitters van COSAC

2. Conclusies van de Lste COSAC (enkel beschikbaar in Engels en Frans)

(1) Zie Stuk nr. 5-2196/2 — 53-3307/1. Dit stuk is niet op papier beschikbaar, maar op de websites van de Senaat en van de Kamer van volksvertegenwoordigers raadpleegbaar.

3. Contribution de la L^e COSAC (disponible uniquement en français et en anglais)

4. Déclaration du Forum des femmes (disponible uniquement en français et en anglais)

Les rapporteurs,

Philippe MAHOUX (S.)
Bert ANCIAUX (S.)
Herman DE CROO (Ch.)
Denis DUCARME (Ch.)

Les présidents,

Philippe MAHOUX (S.)
André FLAHAUT (Ch.)

3. Contributie van de Lste COSAC (enkel beschikbaar in Engels en Frans)

4. Verklaring van het *Women's Forum* (enkel beschikbaar in Engels en Frans)

De rapporteurs,

Philippe MAHOUX (S.)
Bert ANCIAUX (S.)
Herman DE CROO (K.)
Denis DUCARME (K.)

De voorzitters,

Philippe MAHOUX (S.)
André FLAHAUT (K.)